

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 mars 2024

PROJET DE LOI

**modifiant la loi
du 22 décembre 2009 instaurant
une réglementation relative à l’interdiction
de fumer dans certains lieux et à la protection
de la population contre la fumée du tabac**

Rapport

fait au nom de la commission
de la Santé et de l’Égalité des chances
par
Mme **Karin Jiroflée**

Sommaire	Pages
I. Exposé introductif	3
II. Discussion générale	6
III. Discussion des articles et votes	26

Voir:

Doc 55 **3844/ (2023/2024)**:
001: Projet de loi.
002: Amendements.

Voir aussi:
004: Texte adopté par la commission.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 maart 2024

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet
van 22 december 2009 betreffende
een regeling voor rookvrije plaatsen
en ter bescherming van de bevolking
tegen tabaksrook**

Verslag

namens de commissie
voor Gezondheid en Gelijke Kansen
uitgebracht door
mevrouw **Karin Jiroflée**

Inhoud	Blz.
I. Inleidende uiteenzetting	3
II. Algemene bespreking.....	6
III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen	26

Zie:

Doc 55 **3844/ (2023/2024)**:
001: Wetsontwerp.
002: Amendementen.

Zie ook:
004: Tekst aangenomen door de commissie.

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Roberto D'Amico

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Mieke Claes, Kathleen Depoorter, Frieda Gijbels
Ecolo-Groen	Séverine de Laveleye, Laurence Hennuy, Kathleen Pisman
PS	Patrick Prévot, Hervé Rigot, Laurence Zanchetta
VB	Steven Creyelman, Dominiek Snelpe
MR	Daniel Bacquelaine, Caroline Taquin
cd&v	Nawal Farih
PVDA-PTB	Roberto D'Amico
Open Vld	Robby De Caluwé
Vooruit	Karin Jiroflée

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Björn Anseeuw, Tomas Roggeman, Darya Safai, Valerie Van Peel
Barbara Creemers, Louis Mariage, Simon Moutquin, Eva Platteau
Chanelle Bonaventure, Jean-Marc Delizée, Sophie Thémont
Nathalie Dewulf, Kurt Ravyts, Hans Verreyt
Michel De Maegd, Benoît Piedboeuf, Florence Reuter
Nathalie Muylle, Els Van Hoof
Sofie Merckx, Nadia Moscufo
Tania De Jonge, Goedeke Liekens
Gitta Vanpeborgh, Kris Verduyck

C. — Membres sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigde leden:

Les Engagés	Catherine Fonck
DéFI	Sophie Rohonyi

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de sa réunion du 27 février 2024.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF

M. Frank Vandenbroucke, vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, explique que le projet de loi à l'examen vise à modifier la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation relative à l'interdiction de fumer dans certains lieux et à la protection de la population contre la fumée du tabac, conformément à la Stratégie interfédérale 2022-2028 pour une génération sans tabac du 14 décembre 2022.

Premièrement, le projet à l'examen vise à réduire le nombre de lieux publics où il serait permis de fumer.

1. Il prévoit d'interdire de fumer dans certains lieux extérieurs publics ouverts, à savoir les parcs d'attractions, les parcs zoologiques, les plaines de jeux, les fermes pour enfants et les terrains de sport.

Il n'y a actuellement aucune interdiction de fumer dans les espaces en plein air où de nombreuses personnes, y compris des mineurs, se rendent. Cependant, la population, en particulier les jeunes, doit être protégée contre le tabagisme passif, qui nuit à la santé. Cette modification vise également à dénormaliser le tabagisme chez les jeunes, qui sont également présents quotidiennement dans ces lieux publics.

Cette dénormalisation est nécessaire pour parvenir à une génération sans fumée, parce que "voir fumer, fait fumer".

Enfin, l'extension de l'interdiction de fumer vise à améliorer la propreté et le cadre de vie pour tous.

Avec la modification de la loi, l'interdiction de fumer sera également étendue à toutes les zones extérieures des terrains où le sport est à la fois pratiqué et regardé.

Une enquête réalisée en 2022 par la Fondation contre le cancer montre que l'opinion publique est déjà très favorable à une interdiction plus large de fumer sur les terrains de sport. En outre, de nombreux organismes ont déjà commencé à créer des zones extérieures non-fumeurs sur une base volontaire.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 27 februari 2024.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING

De vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, de heer Frank Vandenbroucke, legt uit dat dit wetsontwerp strekt tot wijziging van de wet van 22 december 2009 betreffende een regeling voor rookvrije plaatsen en ter bescherming van de bevolking tegen tabaksrook, overeenkomstig de Interfederale strategie 2022-2028 voor een rookvrije generatie van 14 december 2022.

Eerst en vooral strekt het ontwerp ertoe om het aantal publieke plaatsen waar gerookt kan worden, te verminderen.

1. Een rookverbod in de openlucht van bepaalde publieke plaatsen, namelijk attractieparken, dierentuinen, speelterreinen, kinderboerderijen en sportterreinen.

Er is momenteel geen rookverbod in de openlucht op publieke plaatsen waar veel mensen, waaronder minderjarigen, komen. De bevolking, en vooral jongeren, moet echter worden beschermd tegen passief roken, dat schadelijk is voor de gezondheid. De voorgestelde wetswijzigingen beogen het roken te denormaliseren, met name op die openbare plaatsen waar ook jongeren aanwezig zijn.

Deze denormalisering is nodig om een rookvrije generatie te kunnen bekomen, want "zien roken, doet roken".

Ten slotte heeft de uitbreiding van het rookverbod tot doel de netheid en de leefomgeving voor iedereen te verbeteren.

Met de wijziging van de wet wordt het rookverbod ook uitgebreid naar alle openluchtzones van terreinen waar sport zowel beoefend als bekeken wordt.

Uit een enquête van de Stichting tegen Kanker uit 2022 blijkt dat er reeds een groot maatschappelijk draagvlak bestaat voor een uitgebreider rookverbod op sportterreinen. Daarnaast waren veel instanties op vrijwillige basis al begonnen om rookvrije buitenruimten te creëren.

La définition inclut également le mot “regardé”.

Cela garantit que les lieux destinés aux visiteurs, aux spectateurs, aux supporters, etc. doivent également être non-fumeurs. Dans la pratique, ce sont généralement ces endroits où l’on fume encore plutôt que les terrains où se tiennent les sportifs eux-mêmes.

La terrasse d’un espace de restauration rattachée à un terrain de sport ou à un complexe sportif suit la réglementation générale applicable aux terrasses de l’horeca et n’est donc pas couverte par l’interdiction de fumer sur les terrains de sports.

En résumé, dans la pratique, il y aura donc une interdiction de fumer sur tous les terrains de sport accessibles au public et dans les zones réservées aux spectateurs, même lorsque ces terrains sont utilisés à d’autres fins (par exemple, un concert dans le stade Roi Baudouin).

L’interdiction de fumer dans les espaces en plein air susmentionnées sera clairement indiquée à l’entrée des sites concernés. La loi vise spécifiquement la signalisation par des panneaux d’interdiction de fumer. D’autres panneaux, éventuellement issus d’initiatives antitabac déjà existantes, sont également tolérés s’ils indiquent clairement le début d’une zone d’interdiction de fumer. L’interdiction de fumer s’applique à partir de l’entrée indiquée du site.

La loi en projet prévoit également la possibilité pour les exploitants de mettre en place une ou plusieurs “zones fumeurs” clairement définies dans ces lieux, qui devront remplir certaines conditions (zones fumeurs se trouvent à l’abri des regards, sont clairement signalées, ...). Il s’agit de ne pas refuser purement et simplement l’accès aux nouveaux lieux extérieurs “principalement” non-fumeurs aux personnes ayant une dépendance au tabac.

2. Il prévoit d’interdire de fumer aux entrées et sorties de certains lieux, plus précisément aux entrées et sorties des établissements de santé, d’accueil et d’enseignement.

Afin de protéger de la fumée passive les personnes qui entrent ou sortent des établissements de santé, d’accueil et d’enseignement, et compte tenu du principe de dénormalisation sur lequel repose la politique belge de lutte contre le tabagisme, une interdiction de fumer est introduite aux entrées et sorties de certains établissements de santé, d’accueil et d’enseignement et un périmètre de dix mètres sera mis en place. La zone sans fumée devra être clairement signalée à l’entrée des établissements concernés.

De plekken waar sport “bekeken” wordt, worden ook in het toepassingsgebied opgenomen.

Dit zorgt ervoor dat ook de plaatsen bestemd voor de bezoekers, toeschouwers en supporters rookvrij moeten zijn. In de praktijk zijn het meestal die plaatsen waar nog gerookt wordt en niet zozeer de velden waar de sporters zelf staan.

Het terras van een cafetaria die bij een sportterrein of sportcomplex hoort, volgt de algemene regelgeving die van toepassing is voor horecaterrassen en valt niet onder dit rookverbod op sportterreinen.

Kortom, in de praktijk zal er dus een rookverbod zijn op alle publiek toegankelijke sportterreinen en bijbehorende plaatsen voor toeschouwers, ook wanneer die terreinen voor andere doeleinden worden gebruikt (bijvoorbeeld voor een concert in het Koning Boudewijnstadion).

Het rookverbod op alle voormelde plaatsen in de openlucht zal duidelijk worden gesignaleerd bij de ingangen van de betrokken terreinen. Het wetsontwerp spreekt specifiek over de signalisatie via rookverbodstekens. Het rookverbod zal gelden vanaf de aangeduide ingang van het terrein.

Het wetsontwerp voorziet daarnaast in de mogelijkheid voor uitbaters om op alle voormelde open plaatsen duidelijk afgebakende “rookzones” (een of meerdere) in te richten, welke aan bepaalde wettelijke voorwaarden zullen moeten voldoen (rookzones liggen uit het zicht, worden duidelijk gesignaleerd enzovoort). Dit om mensen met een rookverslaving niet zomaar de toegang te ontfemen tot de nieuwe hoofdzakelijk rookvrije plaatsen in de openlucht.

2. Een rookverbod aan de in- en uitgangen van bepaalde plaatsen, meer specifiek aan de in- en uitgangen van zorg-, opvang- en onderwijsinstellingen.

Om mensen die een zorg-, opvang- of onderwijsinstelling binnen- of buitengaan te beschermen tegen passieve rook, alsook gelet op het denormaliseringsprincipe waarop het Belgische antirookbeleid is gestoeld, wordt een rookverbod ingesteld aan de in- en uitgangen van bepaalde zorg-, opvang- en onderwijsinstellingen én wordt een perimeter van 10 meter gehanteerd. De rookvrije zone moet duidelijk worden aangegeven aan de ingangen van de betrokken instellingen.

Plusieurs points précisent quels sont les établissements concernés par cette interdiction de fumer à l'entrée. Il s'agit en premier lieu des centres de soins (maisons de repos classiques), des centres de court séjour (type 1) et des maisons de repos et de soins (MRS). Avec les hôpitaux, ces lieux sont considérés comme des établissements de soins au sens de la loi du 11 juin 2023. Il s'agit d'établissements de soins et d'hébergement accessibles au public, où les personnes âgées bénéficient de soins et d'un soutien importants. Cela n'inclut donc pas les autres établissements de soins (résidentiels) pour les personnes âgées, tels que les résidences-services.

Deuxièmement, les hôpitaux qui tombent sous l'application de la loi du 10 juillet 2008 sont couverts par cette interdiction de fumer. Il s'agit des hôpitaux classiques, psychiatriques et universitaires.

En ce qui concerne l'interdiction de fumer à l'entrée des lieux d'accueil des enfants: elle s'applique aux établissements structurants que sont les crèches, les garderies des écoles maternelles et des centres d'accueil des écoles primaires reconnus par les autorités régionales.

Une interdiction de fumer est également d'application à l'entrée des établissements d'enseignement. L'interdiction de fumer s'appliquera aux entrées de toutes les implantations structurelles des institutions énumérées et reconnues de l'enseignement primaire, secondaire et artistiques, à l'exception des centres de formation des indépendants, des petites et moyennes entreprises et des centres de formation à temps partiel. En outre, les établissements d'enseignement supérieur sont également inclus dans ce champ d'application.

Enfin, une interdiction de fumer sera introduite à l'entrée des bibliothèques publiques. En effet, il s'agit de lieux publics où se trouvent principalement des familles, des enfants et des jeunes adultes et qui sont généralement situés au milieu d'une ville, à proximité des écoles. L'objectif de dénormalisation du tabagisme y joue donc un rôle encore plus important.

Pour mieux délimiter la zone sans fumée aux entrées et aux sorties, un périmètre de dix mètres sera utilisé. Il est donc désormais interdit de fumer à moins de dix mètres des entrées et sorties.

Certains lieux visés à l'article 3/2, § 1 ont déjà montré l'exemple en investissant dans une zone extérieure distincte pour les fumeurs. Ces zones peuvent se situer à l'intérieur du rayon de dix mètres d'une entrée ou sortie. Compte tenu des investissements réalisés, une mesure transitoire est prévue pour ces zones existantes jusqu'au

In verschillende punten wordt verduidelijkt op welke instellingen dit rookverbod van toepassing is. Eerst en vooral gaat het om de woonzorgcentra (traditionele rusthuizen), de centra voor kortverblijf (type 1) en de rust- en verzorgingstehuizen (RVT). Samen met de ziekenhuizen worden deze plaatsen beschouwd als zorgvoorzieningen in de zin van de wet van 11 juni 2023. Het gaat om publiek toegankelijke woon- en zorgvoorzieningen waar ouderen uitgebreide zorg en begeleiding krijgen. Andere (residentiële) zorgvoorzieningen voor ouderen, zoals assistentiewoningen, vallen hier dus niet onder.

Daarnaast geldt dit rookverbod ook voor de ziekenhuizen die onder de toepassing van de wet van 10 juli 2008 vallen. Het gaat dan om de traditionele, de psychiatische en de universitaire ziekenhuizen.

Het rookverbod aan de ingangen van plaatsen waar kinderen worden opgevangen, geldt voor gewestelijk erkende structurerende instellingen zoals kinderdagverblijven, kleuteropvang en de buitenschoolse opvang van basisscholen.

Daarnaast wordt ook een rookverbod ingevoerd aan de ingangen van onderwijsinstellingen. Het rookverbod wordt van toepassing aan de ingangen van alle structurele vestigingsplaatsen van de hierin opgenomen erkende instellingen van basis-, secundair- en kunstenonderwijs, uitgezonderd de centra voor vorming van zelfstandigen, kleine en middelgrote ondernemingen en de centra voor deeltijdse vorming. Ook de instellingen voor hoger onderwijs worden opgenomen in dit toepassingsgebied.

Ten slotte wordt een rookverbod ingevoerd aan de ingangen van de openbare bibliotheken. Dat zijn namelijk publieke plaatsen die vooral door gezinnen, kinderen en jongvolwassenen worden bezocht en die zich doorgaans midden in een stad bevinden, in de buurt van scholen. Het doel om roken te denormaliseren is daar dus eens zo belangrijk.

Om de rookvrije zone aan de in- en uitgangen beter af te bakenen, wordt een perimeter van 10 meter gehanteerd. Het is dus niet meer toegelaten om te roken binnen een straal van 10 meter vanaf de in- en uitgangen.

Sommige plaatsen zoals bedoeld in artikel 3/2, § 1, geven al het goede voorbeeld en hebben geïnvesteerd in een afzonderlijke rookzone buiten. Dergelijke zones mogen zich binnen een straal van 10 meter van een in- of uitgang bevinden. Gelet op de al gedane investeringen geldt voor de bestaande zones een overgangsmaatregel

31/12/2028, afin de leur donner le temps de procéder aux adaptations nécessaires.

De plus, une chose a été modifiée (en dehors du plan tabac):

— Interdiction de fumer dans le transport professionnel de passagers

Actuellement, la loi du 22 décembre 2009 prévoit une interdiction de fumer dans les transports publics, dans les transports en présence de mineurs et pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail dans un moyen de transport mis à la disposition du personnel par l'employeur.

Toutes les formes de transport de personnes effectuées par une personne physique ou morale pour des raisons professionnelles ne sont pas couvertes par cette loi, ce qui n'est pas logique. Une modification de la définition permet de résoudre ce problème. Des exemples de transports dans lesquels l'interdiction de fumer s'appliquera également sont les Flixbus, les bus touristiques, les transports scolaires (d'adultes), les taxis classiques, les taxis d'entreprises privées telles que Uber, les transports utilisés à des fins spécifiques (concerts, excursions d'une journée, voyages de plusieurs jours, etc.) etc. En d'autres termes, elle s'appliquera à tous les transports de passagers qui ne sont pas considérés comme privés et où le transporteur transporte des personnes à titre professionnel.

Les nouvelles interdictions de fumer à l'extérieur entreront en vigueur le 31/12/2024. Les autres dispositions entreront en vigueur dix jours après leur publication au *Moniteur belge*.

II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

A. Questions et observation des membres

Mme Mieke Claes (N-VA) se réjouit qu'une nouvelle étape ait été franchie dans la mise en œuvre de la stratégie interfédérale pour une génération sans tabac. Elle ajoute que le groupe N-VA soutient le projet de loi mais que certaines inquiétudes subsistent.

Il est positif que les supporters ne seront plus autorisés à fumer à côté des terrains de sport à l'avenir. Cette mesure est d'ailleurs largement soutenue par la population. Toutefois, il restera permis de fumer sur les terrasses des cafétérias, même sur les terrasses situées à proximité des terrains de sport. En effet, les terrasses continueront à relever de la réglementation applicable

tot 31 december 2028, zodat zij de tijd hebben voor de nodige aanpassingen.

Voorts is er nog een zaak gewijzigd (los van het tabaksplan):

— Rookverbod in professioneel personenvervoer

Momenteel voorziet de wet van 22 december 2009 in een rookverbod voor het openbaar vervoer, het vervoer in het bijzijn van minderjarigen en het vervoer van en naar het werk in een vervoersmiddel dat door werkgevers ter beschikking wordt gesteld van hun personeel.

Niet alle vormen van professioneel personenvervoer uitgevoerd door een natuurlijk of rechtspersoon vallen onder die wetgeving, wat niet logisch is. Een aanpassing van de definitie komt hieraan tegemoet. Voorbeelden van vervoer waar het rookverbod ook van toepassing wordt zijn Flixbussen, touringcars, schoolvervoer (van meerderjarigen), traditionele taxi's, taxi's van privébedrijven zoals Uber, specifiek vervoer (concerten, daguitstappen, meerdaagse trips enzovoort). Het zal met andere woorden gelden voor al het personenvervoer dat niet als privé wordt gezien en waarbij de vervoerder mensen vervoert in het kader van een professionele hoedanigheid.

De nieuwe rookverboden in de openlucht treden in werking op 31 december 2024. De overige bepalingen treden in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

II. — ALGEMENE BESPREKING

A. Vragen en opmerkingen van de leden

Mevrouw Mieke Claes (N-VA) is tevreden dat er een nieuwe stap wordt gezet in de implementatie van de interfederale strategie voor een rookvrije generatie. De N-VA-fractie steunt het wetsontwerp, maar er zijn wel nog enkele aandachtspunten.

Het is goed dat supporters die aan de zijlijn staan op sportterreinen in de toekomst niet meer mogen roken. Voor die maatregel is er een groot maatschappelijk draagvlak. Op het terras van het cafetaria mag echter wel nog worden gerookt, zelfs als dat terras vlak bij het sportterrein ligt. Het terras valt namelijk nog steeds onder de horecawetgeving. Dit zal verwarrend zijn voor

à l'horeca. Ceci risque de prêter à confusion et l'intervenante redoute un peu que cette situation érode le soutien de la population à l'égard des nouvelles règles.

Il sera interdit de fumer lorsqu'une autre activité sera organisée sur un terrain de sport, par exemple un festival de musique ou un concert d'une journée, mais cette interdiction ne s'appliquera pas aux festivals qui se tiendront durant plusieurs journées sur le même terrain. La population comprendra-t-elle cette distinction? Le Conseil d'État a observé que l'ampleur des festivals ne justifiait pas cette distinction. De plus, de nombreux mineurs assistent aux festivals. Le ministre peut-il préciser ce point? Quelle est la logique qui sous-tend cette distinction entre les festivals d'un jour et les festivals de plusieurs jours?

Une interdiction de fumer s'appliquera également aux aires de jeux des domaines provinciaux mais pas à toutes les zones de ces domaines. Où la limite se situera-t-elle donc exactement?

Il sera interdit de fumer aux entrées et sorties de certains lieux tels que les établissements de santé et d'enseignement. Pour ces lieux, l'interdiction s'appliquera dans un périmètre de 10 mètres. Seuls les lieux d'accueil des enfants reconnus par les autorités régionales seront soumis à l'interdiction de fumer. Si ces établissements ne sont pas reconnus par les autorités régionales, cette interdiction ne s'appliquera pas. Toutes ces dispositions semblent être le résultat de compromis. Par ailleurs, l'interdiction de fumer ne s'appliquera pas à l'entrée des établissements d'enseignement où une formation professionnelle pratique est dispensée. L'intervenante s'en étonne. Le ministre pourrait-il clarifier ce choix?

Le périmètre de 10 mètres n'est plus applicable si la façade d'entrée ou de sortie est inférieure à 10 mètres. Ce critère pourrait mener en pratique à des situations étranges et susciter l'incompréhension des citoyens.

Une autre préoccupation exprimée par l'intervenante est qu'il ne suffit pas d'élaborer des règles, mais qu'il faut aussi les faire appliquer, sans quoi elles resteront lettre morte.

Mme Kathleen Pisman (Ecolo-Groen) estime, quant à elle, que le projet de loi pourrait encore aller plus loin. Elle comprend toutefois qu'il faut procéder par étapes pour que la société adhère au projet de loi. Force est de constater que la société a accueilli de plus en plus favorablement l'interdiction de fumer ces dernières années. L'intervenante est donc convaincue que le projet de loi à l'examen sera un pas supplémentaire vers une génération sans tabac.

de bevolking. De spreekster vreest een beetje dat dit voor een verkleining van het maatschappelijk draagvlak voor de nieuwe regels zal zorgen.

Er zal een rookverbod gelden wanneer er op een sportterrein een andere activiteit, zoals een eendaags muzikfestival of een concert, wordt georganiseerd. Bij een meerdaags festival op datzelfde sportterrein geldt dat rookverbod niet. Zullen de mensen dit begrijpen? De Raad van State merkte op dat het grootschalige karakter van een festival niet relevant is voor het gemaakte onderscheid. Op festivals zijn bovendien vaak minder-jarigen aanwezig. Kan de minister wat meer toelichting geven? Welke logica wordt gevolgd om het onderscheid te maken tussen eendaagse en meerdaagse festivals?

Er geldt een rookverbod voor een speeltuin die zich in een provinciaal domein bevindt, maar niet voor het volledige domein. Waar wordt de grens dan precies getrokken?

Aan de in- en uitgangen van bepaalde plaatsen zoals zorginstellingen en onderwijsinstellingen zal een rookverbod gelden. Op die plaatsen zal rekening moeten worden gehouden met een perimeter van tien meter. Enkel opvangplaatsen voor kinderen die erkend zijn door de regionale overheden vallen onder een rookverbod. Indien ze niet erkend zijn door de regionale overheden, geldt het rookverbod niet. Al deze zaken lijken het resultaat te zijn van compromissen. Aan de ingang van onderwijsinstellingen waar een praktische beroepsopleiding wordt gegeven zal het rookverbod niet gelden. De spreekster vindt dit vreemd. Kan de minister deze keuze verduidelijken?

De perimeter van tien meter vervalt als blijkt dat de gevel van de in- of uitgang minder dan tien meter bedraagt. Dit zou in de praktijk tot vreemde situaties en onbegrip bij de burger kunnen leiden.

Een andere bezorgdheid van de spreekster is dat er niet alleen regelgeving moet worden opgesteld, maar ook aan handhaving moet worden gedaan. Zonder handhaving blijven de regels immers dode letter.

Voor mevrouw Kathleen Pisman (Ecolo-Groen) zou het wetsontwerp nog een stap verder mogen gaan. Zij begrijpt echter dat een maatschappelijk draagvlak met kleine stappen wordt gecreëerd. Men ziet dat het draagvlak voor het rookverbod de afgelopen jaren is gegroeid. De spreekster heeft er dus vertrouwen in dat ook dit wetsontwerp een stap in de richting van een rookvrije generatie is.

Mme Leslie Leoni (PS) soutient les nouvelles mesures visant à étendre l'interdiction de fumer. Ces mesures devront toutefois s'accompagner de mesures de sensibilisation et d'accompagnement.

Certains diront que ces mesures ne vont pas assez loin, d'autres les jugeront excessives. Le groupe PS estime, quant à lui, que ces mesures marquent un tournant important dans les efforts de dénormalisation du tabac. Le projet de loi à l'examen clarifie en outre certaines ambiguïtés, notamment au niveau des règles applicables au transport professionnel de passagers.

La membre interroge le ministre sur les concertations qui ont été menées avec les secteurs concernés, à savoir les établissements de santé et d'enseignement, et sur les personnes qu'il a rencontrées dans ce cadre. Des problèmes ont-ils été soulevés?

Une période de transition est prévue jusqu'en 2028 pour les établissements de santé. Or, bon nombre d'entre eux ont déjà réalisé des investissements et mis en place des zones fumeurs. Ces zones se trouvent souvent à proximité de l'entrée, et donc dans le périmètre des 10 mètres. Les fédérations hospitalières ont-elles fait part de leurs difficultés au ministre?

Comment le périmètre des 10 mètres sera-t-il contrôlé? Les passants ne sont pas concernés par l'interdiction de fumer. Cela risque-t-il de compliquer les contrôles?

Les terrasses des espaces de restauration rattachées à des terrains de sport relèvent de la législation applicable au secteur horeca. L'interdiction de fumer ne s'appliquera-t-elle dès lors même pas si les spectateurs peuvent y regarder des matchs?

L'intervenante conclut en indiquant qu'il ne suffit pas d'imposer des interdictions. Il faut aussi aider les fumeurs à arrêter de fumer, notamment en mettant à leur disposition des thérapies, des aides au sevrage, etc. Le ministre pourrait-il donner un aperçu des solutions qui sont actuellement remboursées? D'autres aides ou thérapies de sevrage seront-elles validées prochainement par la CRM?

Mme Dominiek Snelpe (VB) estime qu'il faut d'abord s'adresser aux jeunes si l'on veut tendre vers une génération sans tabac. Le groupe VB soutient dès lors les dispositions du projet de loi qui concernent les enfants et les jeunes. Le projet de loi est, en revanche, plutôt paternaliste à l'égard des adultes. Bon nombre de choses sont en effet interdites au nom de la santé publique. Jusqu'où ces interdictions iront-elles? Les adultes peuvent parfaitement décider eux-mêmes s'ils ont envie de fumer ou non.

Mevrouw Leslie Leoni (PS) steunt de nieuwe maatregelen die gericht zijn op een uitbreiding van het rookverbod. Deze maatregelen moeten wel gepaard gaan met sensibiliserings- en begeleidingsmaatregelen.

Voor sommigen gaan deze maatregelen wellicht niet ver genoeg, voor anderen gaan ze net te ver. Voor de PS-fractie vormen ze echter een belangrijke stap in de strijd voor de denormalisering van tabak. Daarnaast worden enkele onduidelijkheden opgehelderd, zoals de regels voor het professioneel personenvervoer.

Welk overleg werd er gepleegd met de betrokken sectoren, namelijk de zorgsector en de onderwijssector? Met wie werd er gesproken? Werden er struikelblokken geïdentificeerd?

Voor de zorginstellingen wordt in een overgangspriode voorzien, die tot 2028 loopt. Vele zorginstellingen hebben reeds investeringen gedaan en hebben rookruimtes ingericht. Vaak bevinden die rookruimtes zich dicht bij de ingang, en dus binnen de perimeter van tien meter. Hebben de ziekenhuisfederaties aan de minister meegedeeld welke moeilijkheden zij ondervinden?

Hoe zal de perimeter van tien meter worden gehandhaafd? Passanten worden niet geviseerd door het rookverbod. Zal dit de controles bemoeilijken?

De terrassen van de cafetaria aan sportterreinen vallen onder de horecawetgeving. Betekent dit dat het rookverbod zelfs niet geldt als men wedstrijden kan volgen vanop dat terras?

Tot slot geeft de spreekster mee dat verbodsbepalingen niet volstaan. Rokers moeten ook geholpen worden bij het stoppen met roken. Zij moeten therapieën, substitiemiddelen enzovoort aangeboden krijgen. Kan de minister een overzicht geven van wat er vandaag wordt terugbetaald? Zijn er nog andere rookstopmiddelen of -therapieën die binnenkort door de CTG zullen worden goedgekeurd?

Mevrouw Dominiek Snelpe (VB) is van mening dat men vooral de jeugd moet aanspreken, om tot een rookvrije generatie te komen. De VB-fractie steunt de bepalingen in het wetsontwerp die betrekking hebben op de kinderen en jongeren dan ook. Maar daarnaast is het wetsontwerp tamelijk betuttelend naar volwassenen. In naam van de volksgezondheid worden er heel wat zaken verboden. Waar zal dit eindigen? Volwassenen kunnen zelf beslissen of zij willen roken of niet.

De nombreuses exceptions sont prévues dans le projet de loi. Cela donne l'impression que le ministre veut apporter des changements, mais qu'il n'ose pas aller trop loin.

Il sera interdit de fumer à l'air libre dans les parcs d'attractions, sauf dans les zones désignées à cet effet. Qu'en est-il des terrasses des restaurants situés dans les parcs d'attractions? Sont-elles soumises à la législation applicable au secteur horeca?

Selon l'intervenante, l'interdiction de fumer dans les espaces de jeux semble difficile à faire respecter. Où se situent en effet les limites d'un espace de jeux? L'intervenante donne l'exemple d'une parcelle de pelouse au milieu d'un quartier, entourée de bancs pour les parents ou les grands-parents. Pourra-t-on fumer sur ces bancs?

De nombreux espaces de restauration rattachés à des terrains de sport sont exploités par des concessionnaires et relèvent donc de la législation applicable au secteur horeca. Mais il existe aussi des cantines sportives exploitées par des bénévoles. Ces cantines relèvent-elles également de la législation propre au secteur horeca? Ou une exception est-elle prévue en la matière?

L'article 2 traite des galeries commerciales. Le projet de loi ne définit toutefois pas cette notion. Cette définition ne devrait-elle pas être inscrite dans la loi?

L'article 5 contient une liste de lieux accessibles au public. Il est ensuite précisé que "Ces lieux doivent être exempts de fumée." Le ministre a toutefois expliqué qu'une zone ou un espace fumeur pourraient y être aménagés. N'est-il pas dès lors préférable d'indiquer que l'interdiction de fumer s'appliquera à ces lieux mais que des exceptions sont prévues?

L'intervenante estime que la réglementation applicable aux festivals de plusieurs jours manque de clarté. Le Conseil d'État est également de cet avis.

La membre s'étonne par ailleurs qu'il soit prévu d'abroger l'article 8 de la loi du 22 décembre 2009 et de ne plus demander l'avis du Conseil supérieur de la santé.

Le groupe VB considère qu'il n'apparaît pas clairement de quelle manière le respect de la réglementation sera assuré. Il n'est pas utile de concevoir des lois de toutes sortes si celles-ci ne peuvent être appliquées.

Le projet de loi porte sur la fumée du tabac. Une législation est-elle également en préparation concernant

Er worden heel wat uitzonderingen bepaald door het wetsontwerp. Het lijkt alsof de minister wel de intentie heeft om veranderingen door te voeren, maar niet te ver durft te gaan.

In attractieparken zal er een rookverbod in de openlucht gelden, behalve in specifiek aangeduide zones. Hoe zit het met de terrassen van de eetgelegenheden in de attractieparken? Vallen die onder de horecawetgeving?

Het rookverbod op speelpleinen lijkt de spreekster moeilijk te handhaven. Waar liggen de grenzen van een speelplein immers? De spreekster denkt bijvoorbeeld aan een grasveldje midden in een wijk, met zitbanken errond voor de ouders of grootouders. Mag er op die zitbanken worden gerookt?

Vele cafetaria aan sportterreinen worden uitgebaat door een concessionaris, en vallen bijgevolg onder de horecawetgeving. Maar er zijn ook sportkantines die door vrijwilligers uitgebaat worden. Vallen zij ook onder de horecawetgeving? Of wordt hier in een uitzondering voorzien?

In artikel 2 worden de winkelgalerijen opgenomen. In het wetsontwerp wordt echter geen definitie gegeven van een "winkelgalerij". Zou dit moeten worden opgenomen?

In artikel 5 staat er een opsomming van publiek toegankelijke plaatsen. Onder de opsomming staat: "Deze plaatsen dienen rookvrij te zijn." De minister heeft echter toegelicht dat deze plaatsen een rookzone of rookplaats mogen inrichten. Kan men dan niet beter stellen dat deze plaatsen rookvrij zijn, maar dat er in uitzonderingen wordt voorzien?

De regeling voor de meerdaagse festivals is volgens de spreekster behoorlijk warrig. Dat is ook de mening van de Raad van State.

De spreekster vindt het vreemd dat artikel 8 van de wet van 22 december 2009 wordt opgeheven en dat het advies van de Hoge Gezondheidsraad niet meer zal worden gevraagd.

Het is de VB-fractie niet duidelijk hoe de regelgeving zal worden gehandhaafd. Het is niet nuttig om allerlei wetten op te stellen indien ze niet kunnen worden gehandhaafd.

Het wetsontwerp heeft betrekking op tabaksrook. Wordt er ook wetgeving voorbereid over de rook afkomstig van

la fumée du vapotage? Le vapotage sera-t-il toujours autorisé? Pour les jeunes, le vapotage est souvent un tremplin vers la cigarette classique.

M. Daniel Bacquelaine (MR) soutient toute mesure visant à réduire le tabagisme. Les mesures proposées dans le projet de loi protègent les plus vulnérables des effets nocifs du tabagisme. Toutefois, l'intervenant souligne que l'application de la loi dépend en partie de la mesure dans laquelle la société souscrit aux objectifs poursuivis par celle-ci. L'opinion publique est favorable aux mesures visant à réduire le tabagisme. Tout le monde est conscient du fait que le tabagisme passif ne se limite pas aux espaces intérieurs et qu'il est également nocif en dehors de ces espaces. L'intervenant estime que les mesures proposées sont cohérentes.

L'applicabilité de la loi pose toutefois quelques problèmes. Par exemple, qu'est-ce qu'un passant? Comment distinguer, à proximité de l'entrée d'un établissement de santé ou d'enseignement, un passant d'une personne qui n'en est pas un? Cette notion est vague et peut poser problème. Les arrêtés royaux qui devront être adoptés feront-ils la lumière sur cette question? Un parent qui conduit son enfant à l'école sans y entrer est-il ou non un passant?

La cour de récréation de nombreuses écoles fait partie de l'espace public de la ville ou de la commune. Certains parents restent à proximité de la cour de récréation pour surveiller leurs enfants ou discuter avec d'autres parents. Il ont donc la possibilité de fumer à cet endroit. Ne serait-il pas utile d'étendre l'interdiction de fumer dans un certain périmètre situé autour de ces cours de récréation? Il sera désormais interdit de fumer dans un rayon de dix mètres autour de l'entrée ou de la sortie des écoles. Mais le problème se situe au niveau des cours de récréation, qui sont situées dans la ville ou dans la commune. Il serait utile d'inclure ces cours de récréation dans la zone d'interdiction de fumer. Le projet de loi pourrait-il encore être modifié en ce sens?

Mme Els Van Hoof (cd&v) convient que le projet de loi constitue une étape importante et nécessaire vers une génération sans tabac. L'intervenante fait référence aux initiatives prises au cours de l'actuelle et de la précédente législature, telles que la suppression des distributeurs automatiques de tabac, l'interdiction de fumer dans l'horeca et l'interdiction de vente du tabac dans les grands espaces commerciaux. Même si l'intervenante souhaite que davantage de mesures soient prises, elle considère que le projet de loi à l'examen est déjà très positif. Les terrains de jeux et les terrains de sport seront désormais couverts par l'interdiction. C'est là

het vaper? Wordt vaper wel nog toegestaan? Vaper wordt door jongeren vaak gezien als een opstapje naar de gewone sigaret.

De heer Daniel Bacquelaine (MR) steunt elke maatregel die het roken vermindert. De in het wetsontwerp voorgestelde maatregelen beschermen de meest kwetsbaren tegen de schadelijke effecten van het roken. De spreker wijst er echter op dat de toepassing van de wet deels afhangt van de maatschappelijke aanvaarding van de doelstellingen van de wet. Het publiek is gewonnen voor maatregelen die het roken terugdringen. Iedereen beseft ook dat passief roken niet enkel in binnenruimtes voorkomt en schadelijk is. De spreker vindt de voorgestelde maatregelen coherent.

Toch zijn er enkele problemen bij de toepasbaarheid van de wet. Wat is precies een voorbijganger? Hoe onderscheidt men een passant van een niet-passant bij de ingang van een gezondheids- of onderwijsinstelling? Dit is vaag en kan tot problemen leiden. Zal er meer klaarheid gebracht worden in de uit te vaardigen koninklijke besluiten? Is een ouder die een kind naar school brengt maar de school niet betreedt, een passant of een niet-passant?

Bij vele scholen bevindt de speelplaats zich in de stad of in de gemeente. Ouders blijven in de buurt van de speelplaats kijken naar hun kinderen of ze praten er met andere ouders. Daar kan dan ook gerookt worden. Is het niet nuttig het rookverbod uit te breiden tot een bepaalde zone rond deze speelplaatsen? Er wordt nu een rookvrije zone ingesteld in een perimeter van tien meter rond de in-of uitgang van scholen. Maar het probleem zijn de speelplaatsen die zich in de stad of gemeente bevinden. Een uitbreiding van de rookvrije zone rond deze speelplaatsen is nuttig. Kan dit nog in het wetsontwerp aangepast worden?

Mevrouw Els Van Hoof (cd&v) beaamt dat door het wetsontwerp een belangrijke en noodzakelijke stap gezet wordt richting een rookvrije generatie. De spreekster verwijst naar de in deze en de vorige legislatuur genomen initiatieven, zoals het afschaffen van de tabaksautomaten, het verbod op roken in de horeca en het verbod op het verkopen van tabak in grote winkelruimtes. De spreekster wenst verder te gaan maar het voorliggende wetsontwerp is zeer positief. Speeltuinen en sportterreinen vallen nu onder het verbod en dit is belangrijk want zien roken doet roken en normaliseert het roken. Ook passief roken is schadelijk voor de gezondheid. Nu

une évolution importante car voir une personne fumer incite à fumer et normalise le tabagisme. Le tabagisme passif est également nocif pour la santé, et l'on en est davantage conscient de nos jours.

Des zones fumeurs pourront encore être aménagées dans les terrains de jeux et les terrains de sport, mais elles devront être placées à l'abri des regards. Il importera de mettre en place des contrôles adéquats afin que l'interdiction de fumer ne devienne pas une coquille vide. Il y aura toutefois une exception pour les terrains de sport. L'intervenante regrette que le projet de loi ne prévoit pas l'interdiction de fumer lors des festivals de musique. Le CSS propose tout de même que des zones fumeurs délimitées soient mises en place pour les festivals s'étendant sur plusieurs jours. Le Conseil d'État considère également qu'il s'agirait là d'une meilleure solution. Toutefois, il importera d'évaluer le projet de loi dans tous ses aspects et d'autres étapes pourront encore être franchies dans le futur.

Le périmètre de 10 mètres situé autour des centres de soins et des hôpitaux permettra d'éviter aux personnes qui entrent dans ces bâtiments ou qui en sortent de devoir traverser un nuage de fumée. Bien entendu, il faut envisager d'étendre ce périmètre aux cinémas, conformément à la recommandation émise par le CSS. L'intervenante attend l'évaluation de la loi avec impatience. Les espaces fumeurs dans l'horeca seront maintenus. Ici encore, l'intervenante aurait souhaité une mesure plus ambitieuse. Le CSS souligne que l'interdiction faite aux mineurs d'accéder aux espaces fumeurs ne devrait pas se limiter à l'horeca. L'ensemble des zones et espaces fumeurs devraient être interdits aux mineurs. La membre évoque également les plages et les abris situés aux arrêts de bus et de tram. Elle préconise par ailleurs l'instauration de périmètres sans fumée autour des centres administratifs, des palais de justice, des musées et des salles de concert. Ces mesures, qui vont au-delà des accords conclus dans le cadre de la stratégie interfédérale pour une génération sans tabac, pourraient être mises en œuvre dans le futur. Il s'agit en effet de dénormaliser le tabagisme et d'œuvrer en faveur d'une génération et d'une société sans tabac.

M. Roberto D'Amico (PVDA-PTB), déclare que le projet de loi est la suite logique du projet de loi relatif au tabac et à l'alcool adopté la semaine dernière. Le projet de loi à l'examen tend à amplifier la lutte contre le tabagisme et le tabagisme passif. Il se concentre principalement sur la protection des enfants et des jeunes. Il est regrettable que les mesures proposées ne soient pas davantage axées sur la prévention. La question qui se pose est de savoir quelle politique de santé publique doit être menée pour protéger la population. Une partie de la solution consiste à miser davantage sur la prévention et

is men meer op de hoogte van de schadelijke impact van het meeroken.

Er kunnen nog wel rookzones worden ingericht bij speeltuinen en sportterreinen maar die zones moeten buiten het zicht ingericht worden. Het is wel belangrijk hierop goed te controleren zodat het rookverbod geen lege doos wordt. Voor sportterreinen is er wel een uitzondering. De spreekster betreurt dat er bij muziekfestivals nog gerookt kan worden. De HGR stelt toch voor om op meerdaagse festivals te werken met afgebakende rookzones. Ook de Raad van State vindt dit een beter alternatief. Het is wel van belang het wetsontwerp te evalueren op al zijn aspecten en er zullen in de toekomst nog stappen gezet worden.

Via de perimeter van tien meter rond woonzorgcentra en ziekenhuizen wordt voorkomen dat mensen door een walm van rook moeten wandelen om een gebouw te betreden of te verlaten. Het is natuurlijk het overwegen waard deze perimeter uit te breiden tot bioscopen. De HGR beveelt dit ook aan. De spreekster kijkt uit naar een evaluatie van de wet. De rookruimtes in de horeca blijven behouden. De spreekster had hier ook meer ambitie gewild. De HGR stelt dat de toegang tot rookruimtes niet enkel in de horeca voor minderjarigen verboden moet worden. Het verbod voor minderjarigen zou voor elke rookzone en rookruimte moeten gelden. Hetzelfde geldt voor stranden en schuilhuisjes voor bus en tram. De spreekster pleit ook voor een rookvrije perimeter rond administratieve centra, gerechtsgebouwen, musea en concertgebouwen. Deze voorgestelde maatregelen gaan verder dan de afspraken binnen de interfederale tabaksstrategie en kunnen in de toekomst realiteit worden. Het gaat er immers om het roken te de-normaliseren en te streven naar een rookvrije generatie en rookvrije samenleving.

De heer Roberto D'Amico (PVDA-PTB), stelt dat het wetsontwerp een logisch vervolg is op het vorige week gestemde wetsontwerp over tabak en alcohol. Het voorliggende wetsontwerp zet de strijd tegen het roken en het passief roken verder. Het wetsontwerp richt zich vooral op de bescherming van kinderen en jongeren. Het is jammer dat de voorgestelde maatregelen zich niet meer op preventie richten. De vraag die gesteld moet worden is welk volksgezondheidsbeleid gevoerd moet worden teneinde de mensen te beschermen. Een deel van de oplossing bestaat erin meer in te zetten op

à rendre les traitements gratuits. Beaucoup de fumeurs souhaitent arrêter de fumer et font de nombreuses tentatives pour y parvenir. Les personnes qui bénéficient d'un accompagnement par un expert ou tabacologue ont de meilleures chances d'arrêter définitivement de fumer. Les services de *Tabacstop* sont désormais payants. Offrir ces services gratuitement serait un strict minimum.

Mme Goedeke Liekens (Open Vld) souligne que si l'on fume moins, cela se traduira également par un environnement plus propre.

La mesure concernant le périmètre lui semble par ailleurs assez faiblarde. L'interdiction de fumer à l'intérieur de ce périmètre ne s'appliquera en effet qu'aux personnes qui se rendent dans les établissements concernés ou qui attendent quelqu'un et ne vaudra ni pour les résidents des maisons voisines ni pour les passants. L'intervenante craint que cette mesure soit difficile à faire respecter.

Il conviendra d'indiquer clairement les endroits visés par l'interdiction de fumer. L'intervenante espère que l'on évoluera un jour vers une situation inverse, où les zones non-fumeurs seront la norme et où il ne sera plus nécessaire de prévoir une signalisation rappelant l'interdiction de fumer. Il suffira alors uniquement d'indiquer les endroits où est il encore autorisé de fumer.

L'intervenante estime en outre que le projet de loi à l'examen constitue une occasion manquée d'uniformiser la signalisation.

Le tabagisme est toujours défini comme la consommation de produits à base de tabac et de produits similaires. Qu'en est-il du vapotage? L'interdiction des produits de tabac ne va-t-elle pas pousser certains consommateurs vers le vapotage?

L'intervenante fait enfin observer que les jeunes sont attirés par ce qui est interdit. Le ministre prévoit-il d'autres outils que l'interdiction de fumer pour dissuader les jeunes de fumer? Une réflexion est-elle menée sur la manière d'inciter les jeunes à ne pas commencer à fumer? Comment faire en sorte qu'il paraisse moins "sexy" de fumer? L'intervenante espère qu'à l'avenir, certaines connaissances scientifiques, y compris en neuropsychologie, seront utilisées dans le but de guider le comportement des jeunes. Le ministre a-t-il une vision à ce sujet?

Mme Karin Jiroflée (Vooruit) soutient les mesures proposées, qui s'inscrivent dans le droit fil des objectifs de l'association Kom op tegen Kanker en vue d'une génération sans tabac. L'absence de fumée de tabac est surtout importante dans les lieux fréquentés par de

prévention et de traitements gratuits. Beaucoup de fumeurs souhaitent arrêter de fumer et font de nombreuses tentatives pour y parvenir. Les personnes qui bénéficient d'un accompagnement par un expert ou tabacologue ont de meilleures chances d'arrêter définitivement de fumer. Les services de *Tabacstop* sont désormais payants. Offrir ces services gratuitement serait un strict minimum.

Mevrouw Goedeke Liekens (Open Vld) wijst erop dat minder roken ook zal leiden tot een nettere omgeving.

De maatregel met betrekking tot de perimeter is niet erg robuust. Het rookverbod binnen die perimeter is enkel van toepassing op personen die de bewuste instellingen bezoeken of iemand opwachten. Het geldt niet voor bewoners van dichtbijgelegen woningen en passanten. De spreekster vreest dat dit moeilijk te handhaven zal zijn.

Er moet duidelijk aangegeven worden waar het rookverbod geldt. De spreekster hoopt dat we ooit naar een omgekeerde situatie zullen evolueren, waarin niet-roken de norm zal zijn en signalisatie om een rookverbod aan te duiden niet meer nodig zal zijn. In die situatie zal men enkel nog aanduiden op welke plaatsen roken wel nog is toegestaan.

Voorts vindt de spreekster het een gemiste kans dat er geen eenvormige signalisatie is afgesproken.

Roken wordt nog steeds gedefinieerd als het gebruiken van tabaksproducten en soortgelijke producten. Hoe zit het met vaperen? Worden mensen door het verbod op tabaksproducten niet in de richting van het vaperen geduwd?

Tot slot maakt de spreekster de bedenking dat jongeren aangetrokken worden door zaken die verboden zijn. Worden er ook nog andere instrumenten dan het rookverbod overwogen om jongeren van het roken af te houden? Wordt er nagedacht over hoe we jongeren kunnen nudgen om niet te beginnen met roken? Hoe kan roken als minder "sexy" worden voorgesteld? De spreekster hoopt dat in de toekomst inzichten uit de wetenschap, onder andere uit de neuropsychologie, zullen worden gebruikt om het gedrag van jongeren te sturen. Heeft de minister daar een visie over?

Mevrouw Karin Jiroflée (Vooruit) steunt de voorgestelde maatregelen. Zij kaderen perfect in de doelstellingen van Kom op tegen Kanker voor een rookvrije generatie. Dat is vooral belangrijk op de plaatsen waar kleine kinderen komen. Heel wat steden en gemeenten

jeunes enfants. De nombreuses villes et communes ont déjà pris des initiatives, mais il est positif qu'une interdiction officielle de fumer soit désormais instaurée dans certains lieux publics.

Il est également positif qu'il soit interdit de fumer aux entrées et aux sorties des écoles, des crèches, des bibliothèques, etc., où l'on observe encore souvent une fumée épaisse produite par des fumeurs qui ne peuvent plus fumer à l'intérieur et qui fument donc près de la sortie. Par conséquent, des enfants et des jeunes sont toujours exposés à la fumée de tabac.

Cet élargissement de l'interdiction de fumer contribuera à la dénormalisation du tabagisme. Tel est d'ailleurs l'objectif ultime à poursuivre, sachant que le tabagisme augmente considérablement le risque de développer toute une série de cancers, de maladies cardiovasculaires et de graves affections pulmonaires.

L'intervenante déplore toutefois l'absence de solution en ce qui concerne les terrasses situées sur des terrains de sport. Enfin, elle se dit quelque peu déçue par le fait que les fumoirs dans les établissements de restauration n'aient pas été complètement interdits. Elle espère que ce pas pourra être franchi dans le cadre d'une future modification de la loi.

Mme Catherine Fonck (Les Engagés) souligne les nombreux risques sanitaires inhérents au tabac. Le tabac constitue un facteur de risque pour de nombreux types de cancers, des problèmes respiratoires, le diabète et diverses maladies cardiovasculaires. Il s'agit d'une question très importante de santé publique. L'intervenante s'est toujours mobilisée contre le tabac et a toujours plaidé pour l'élargissement des zones sans tabac. Elle a eu l'occasion de déposer et de faire voter des dispositifs qui n'avaient pas pu aboutir jusque là. Elle est ravie d'avancer sur une extension des lieux sans tabac, dans un souci de protéger les non-fumeurs et les mineurs. Une dénormalisation du tabagisme s'impose. Les mineurs sont davantage exposés au tabagisme passif et courent dès lors un risque accru de développer des problèmes de santé supplémentaires, notamment et surtout des affections broncho-pulmonaires.

L'intervenante souhaite étendre l'interdiction de fumer au plus grand nombre possible de lieux publics. Elle formule toutefois plusieurs questions et observations concernant les choix opérés par le gouvernement.

Le ministre prévoit d'imposer une interdiction de fumer en plusieurs lieux fréquentés par un grand nombre d'enfants et de jeunes. Mais d'autres lieux ne sont pas pris en compte, alors qu'il s'agit également de lieux fréquentés par bon nombre d'enfants et de jeunes.

hebben al initiatieven genomen, maar het is goed dat er nu ook een officieel rookverbod op bepaalde publieke plaatsen komt.

Het is ook goed dat roken verboden wordt aan de in- en uitgangen van scholen, crèches, bibliotheken enzovoort. Tot nog toe ziet men daar vaak een grote rookwalm van mensen die binnen niet meer mogen roken en dan maar aan de uitgang gaan staan roken. Kinderen en jongeren komen zo steeds in contact met tabaksrook.

Deze uitbreiding van het rookverbod zal bijdragen tot de denormalisering van roken. Dat is ook het uiteindelijke doel, want roken verhoogt het risico op allerlei kankers, hart- en vaatziekten en ernstige longaandoeningen aanzienlijk.

Het is wel jammer dat er nog geen oplossing is met betrekking tot de terrassen op sportterreinen. Tot slot is de spreekster wat teleurgesteld dat de rookkamers in de horeca niet volledig verboden worden. Zij hoopt dat die stap bij een volgende wetswijziging kan worden gezet.

Mevrouw Catherine Fonck (Les Engagés) wijst op de vele gezondheidsrisico's die aan tabak verbonden zijn. Het is een risicofactor voor heel wat soorten kanker, voor ademhalingsproblemen, voor diabetes en voor hart- en vaatziekten. Het is voor de volksgezondheid een erg belangrijk onderwerp. De spreekster pleit steeds tegen tabak en voor een uitbreiding van de plaatsen zonder tabak. Zij heeft in het verleden de gelegenheid gehad om wetteksten in te dienen en te laten stemmen die tot dan toe nog niet waren gestemd. Zij is verheugd om een volgende stap te zetten, met een uitbreiding van de plaatsen zonder tabak, de niet-rokers en de minderjarigen moeten beschermd worden. Roken moet gedenormaliseerd worden. Minderjarigen worden meer aan passief roken blootgesteld en hebben daarom meer kans bijkomende gezondheidsproblemen op te lopen. Het gaat dan vooral om bronchopulmonale aandoeningen.

De spreekster wenst zoveel mogelijk openbare plaatsen op de lijst te zetten waar men niet mag roken. Toch formuleert ze enkele vragen en opmerkingen bij de door de regering gemaakte keuzes.

De minister voorziet een verbod om te roken op een aantal plaatsen waar veel kinderen en jongeren aanwezig zijn. Maar andere plaatsen worden niet in aanmerking genomen, terwijl daar ook vele kinderen en jongeren aanwezig zijn. Die logica is bevreemdend. De minister

Cette logique est curieuse. Le ministre prévoit, à juste titre, une interdiction de fumer sur les plaines de jeux extérieures. Il sera également interdit de fumer dans les lieux d'accueil extra-scolaire destinés aux enfants de moins de 12 ans. Mais qu'en est-il des mouvements de jeunesse, qui regroupent également un grand nombre d'enfants et de jeunes? Les mouvements de jeunesse ne relèvent en effet ni du point 24 de l'article 2 (accueil extra-scolaire: prise en charge des enfants d'âge préscolaire et primaire), ni du point 3 de l'article 5 (plaines de jeux). Est-ce un oubli? Ou l'idée est-elle réellement de ne pas imposer d'interdiction de fumer aux mouvements de jeunesse lors de leurs camps et de leurs activités hebdomadaires? Comment le ministre peut-il justifier cette décision? L'intervenante présentera un amendement à ce sujet.

Dans l'article 6, le ministre propose d'instaurer une zone non-fumeurs aux entrées et sorties de plusieurs lieux publics. Pourquoi d'autres bâtiments publics ou culturels ne sont-ils pas également visés? L'intervenante pense notamment aux musées et aux cinémas. On voit souvent devant les cinémas de longues files d'attente dans lesquelles les enfants accompagnent leurs parents. Ces enfants sont longuement exposés aux fumeurs se trouvant à proximité. L'intervenante présentera un amendement à ce sujet.

Les arrêts de bus et les abribus sont également des endroits où des gens se rassemblent à certaines heures de la journée. La SNCB a déjà prévu des mesures, mais ce n'est pas le cas pour les abribus. Les abribus étant partiellement couverts, l'exposition à la fumée est plus importante que sur un quai de gare. L'intervenante fait observer que l'interdiction de fumer dans les abribus est évoquée dans la Stratégie interfédérale 2022-2028 pour une génération sans tabac, mais qu'elle n'a pas été retenue dans le projet de loi à l'examen. L'intervenante présente un amendement visant à étendre l'interdiction de fumer aux abribus. Le ministre objectera peut-être qu'il s'agit là d'une compétence régionale, mais c'est également le cas pour plusieurs points du projet de loi. Une interdiction de fumer dans les abribus contribuera à la protection des enfants, des jeunes et des non-fumeurs.

Certains bourgmestres ont déjà pris des initiatives visant à interdire de fumer sur les plages par le biais de règlements communaux. Durant certaines périodes, singulièrement en été, de nombreux enfants et jeunes fréquentent les plages, où les gens sont proches les uns des autres. De nombreuses personnes sont ainsi exposées au tabagisme passif. Il importe, à des fins de santé publique, d'inclure également les plages dans le projet de loi. L'intervenante présente un amendement à cette fin.

voorziet terecht in een rookverbod in speelterreinen in de openlucht. Er wordt ook een rookverbod ingevoerd voor buitenschoolse opvang voor kinderen jonger dan 12 jaar. Maar wat met jeugdbewegingen? Daar zijn ook vele kinderen en jongeren aanwezig. Jeugdbewegingen vallen niet onder punt 24 van artikel 2 (buitenschoolse opvang: kleuteropvang en opvang lager onderwijs) noch onder punt 3 van artikel 5 (speelterreinen). Gaat het om een vergetelheid? Of is het de bedoeling dat jeugdbewegingen met hun kampen en wekelijkse activiteiten niet onder het rookverbod vallen? En hoe kan de minister dat verantwoorden? De spreekster zal hierover een amendement indienen.

De minister stelt in artikel 6 een rookvrije zone in aan de in- en uitgangen van een aantal publieke plaatsen. Waarom worden andere publieke, culturele gebouwen niet in aanmerking genomen? De spreekster denkt daarbij aan musea en bioscopen. Bij bioscopen zijn er vaak lange rijen waar kinderen hun ouders vergezellen. Deze kinderen worden langdurig blootgesteld aan rokers die dichtbij staan. De spreekster zal daarover een amendement indienen.

Ook bushaltes en bushokjes zijn plaatsen waar op bepaalde tijdstippen mensen samenkomen. De NMBS heeft al maatregelen uitgewerkt maar dit is nog niet het geval voor bushokjes. Bushokjes zijn gedeeltelijk overdekt, waardoor er meer blootstelling aan rook is dan op een stationsperron. De spreekster merkt op dat het rookverbod in bushokjes in de Interfederaal strategie 2022-2028 voor een rookvrije generatie wordt vermeld maar dit verbod wordt niet weerhouden in het voorliggende wetsontwerp. De spreekster dient een amendement in om ook voor bushokjes een rookverbod in te voeren. De minister zal misschien opwerpen dat het hier om een gewestelijke bevoegdheid gaat, maar dat geldt voor meerdere zaken in dit wetsontwerp. Een rookverbod voor bushokjes draagt bij tot de bescherming van kinderen, jongeren en niet-rokers.

Een aantal burgemeesters hebben al initiatieven genomen voor een rookverbod op stranden via gemeentelijke reglementen. Gedurende sommige perioden, vooral in de zomer, zijn er veel kinderen en jongeren op de stranden aanwezig, waarbij men zich dicht bij elkaar bevindt. Er worden vele mensen blootgesteld aan passieve rook. Het is belangrijk voor de volksgezondheid om ook stranden in het wetsontwerp op te nemen. De spreekster dient hierover een amendement in.

L'intervenante revient sur la question des terrasses des établissements horeca. Elle indique qu'une grande partie de la population est favorable à l'interdiction de fumer sur ces terrasses, comme plusieurs études réalisées en Belgique l'ont montré. Il est nécessaire d'étendre l'interdiction de fumer aux terrasses de l'horeca car de nombreux enfants et non-fumeurs y sont exposés à la fumée de tabac. C'est également un endroit où l'on mange et boit un verre. Le temps est venu d'étendre l'interdiction de fumer aux terrasses de l'horeca.

Lorsque l'horeca a été contraint d'interdire à ses clients de fumer à l'intérieur des bâtiments, le secteur a réagi avec inquiétude. Aujourd'hui, la quasi-totalité du secteur considère qu'il s'agit d'une mesure positive. La fréquentation des établissements horeca n'a pas diminué. Il convient par ailleurs de veiller à la santé du personnel. Une augmentation considérable du risque de cancer du sein a été constatée parmi les travailleuses de ce secteur. Une bonne partie de la population est aujourd'hui favorable à une interdiction de fumer en terrasse. La proximité de fumeurs sur ces terrasses, qui sont souvent partiellement couvertes et où les clients sont assis les uns près des autres, justifie une telle interdiction.

Mme Fonck revient sur les exceptions à l'interdiction de fumer prévues par le ministre. Il sera dorénavant interdit de fumer sur les terrains de sport, mais le ministre prévoit une exception pour les terrasses rattachées à ces terrains. Les terrains de sport rassemblent de nombreux enfants, jeunes et non-fumeurs. Le sport et le tabac ne vont pas ensemble. L'intervenante ne souscrit donc pas à l'exception prévue par le ministre. Mme Fonck renvoie à l'avis ambitieux du CSS au sujet du présent projet de loi, qui demande que l'interdiction de fumer couvre également les terrasses attenantes aux terrains de sport. Cet avis est plein de bon sens. Une interdiction totale de fumer aux abords des terrains de sport facilitera la mise en œuvre du projet de loi et le contrôle du respect de ses dispositions. L'intervenante étant opposée aux exceptions proposées par le ministre, elle présente un amendement à ce sujet.

Le ministre prévoit également une exception concernant les festivals organisés sur des terrains de sport. Cette exception manque également de cohérence et l'on ne perçoit pas clairement comment le projet de loi sera mis en œuvre. Si Beyoncé se produit en concert au stade Roi Baudouin, il sera interdit de fumer en application du règlement du stade. Si elle se produit sur un autre terrain de sport, une interdiction de fumer sera-t-elle aussi d'application? Il sera interdit de fumer sur le site d'un festival de musique s'il ne dure qu'un jour. Le ministre opère une distinction entre un concert et un festival d'un jour. Pourquoi le projet ne prévoit-il

De spreekster gaat in op de problematiek van de horecaterrassen. De spreekster wijst erop dat een rookverbod op horecaterrassen door een groot deel van de bevolking wordt onderschreven. Dat blijkt ook uit een aantal in België gemaakte studies. Het uitbreiden van het rookverbod naar horecaterrassen is nodig omdat op deze terrassen vele kinderen en niet-rokers in contact komen met rook. Op deze terrassen wordt ook gegeten en gedronken. De tijd is rijp voor een uitbreiding van het rookverbod tot horecaterrassen.

Toen de horeca verplicht werd een rookverbod in te stellen binnen de gebouwen reageerde de sector angstig. Vandaag ziet bijna de volledige sector in dat dit positief is. Het horecabezzoek is niet afgenomen. Verder is er de verplichting te waken over de gezondheid van het horecapersoneel. Er werd een aanzienlijke verhoging vastgesteld van het risico op borstkanker bij de werknemers die in de sector actief zijn. Er leeft nu bij de bevolking de vraag naar een rookverbod op terrassen. De nabijheid van rokers op deze terrassen, waar mensen dicht op elkaar zitten en die veelal deels zijn overdekt, rechtvaardigt dit verbod.

Mevrouw Fonck gaat in op de uitzonderingen die de minister op het rookverbod bepaalt. Er mag niet meer gerookt worden op sportterreinen, maar de minister voorziet in een uitzondering voor terrassen die deel uitmaken van deze sportterreinen. Op deze sportterreinen zijn vele kinderen, jongeren en niet-rokers aanwezig. Sport en tabak gaan niet samen. De spreekster is het niet eens met de door de minister bepaalde uitzondering. Mevrouw Fonck wijst op het ambitieuze advies van de HGR over het ter bespreking voorliggende wetsontwerp. De HGR pleit ervoor dat de terrassen op sportterreinen ook onder het rookverbod vallen. Dit advies getuigt van gezond verstand. Een totaal rookverbod op sportterreinen maakt het wetsontwerp makkelijk toepasbaar en makkelijk te controleren. De spreekster is het niet eens met de uitzonderingen die door de minister worden vooropgesteld. De spreekster dient hierover een amendement in.

De minister voorziet ook in een uitzondering voor festivals op sportterreinen. Ook hier is de coherentie ver te zoeken en wordt het onduidelijk hoe het wetsontwerp moet worden toegepast. Bij een concert van Beyoncé in het Koning Boudewijnstadion is er een rookverbod, opgelegd door het reglement van het Koning Boudewijnstadion. Wanneer Beyoncé optreedt op een ander sportterrein, geldt er dan ook een rookverbod? Bij een muziekfestival dat maar één dag duurt, dan geldt het rookverbod. De minister maakt een onderscheid tussen een concert en een eendagsfestival. Waarom wordt er in het ontwerp niets bepaald voor concerten? Er wordt een kans gemist

rien pour les concerts? C'est une occasion manquée de protéger la santé publique. Le projet de loi prévoit que l'interdiction de fumer ne s'applique pas lorsque le festival dure plusieurs jours. L'intervenante souligne le manque de cohérence du projet de loi: pourquoi faire une distinction en fonction de la durée d'un festival? Quelle est la stratégie poursuivie par le ministre pour promouvoir la santé publique, protéger les mineurs et les non-fumeurs et dénormaliser le tabagisme?

Mme Fonck revient ensuite sur l'instauration d'un périmètre de 10 mètres. Elle fait observer que l'interdiction de fumer dans les lieux publics a pour effet que les fumeurs se rassemblent à l'entrée pour fumer, ce qui diminue la protection des non-fumeurs et atténue l'effet de dénormalisation du tabagisme. L'interdiction de fumer est ainsi contournée. Dans l'exposé des motifs, le ministre évoque les passants, alors que le projet de loi est totalement muet à leur égard. L'intervenante épingle le manque de clarté du projet de loi, ce qui permettra d'en contourner les dispositions.

L'article 6 règle un périmètre à l'entrée et à la sortie des lieux accessibles au public. Le Roi peut définir les conditions complémentaires auxquelles doit répondre la signalisation de l'interdiction de fumer dans un rayon de dix mètres d'une entrée ou d'une sortie. Le ministre fait porter la responsabilité aux exploitants, qui n'ont qu'à se débrouiller et peuvent ensuite être sanctionnés pour n'avoir pas signalisé de manière suffisamment claire le périmètre. C'est trop facile. Et qu'en est-il des passants? Relèvent-ils aussi de la responsabilité des exploitants? L'intervenante déplore le manque de clarté de cet article. Elle présente dès lors un amendement à cet égard.

Mme Fonck aborde ensuite le problème des entrées et sorties qui ne sont pas prévues dans le projet de loi et pour lesquelles il peut y avoir un problème de cohérence avec les entrées prévues dans le projet de loi. Il s'agit notamment des entrées et des sorties mixtes. Le périmètre n'est pas applicable aux résidences-services mais bien aux maisons de repos et de soins. Or, il arrive souvent qu'une entrée soit à la fois utilisée pour une résidence-services et pour une maison de repos et de soins. Que prévoit-on dans cette situation? La condition du périmètre s'applique-t-elle? L'intervenante est d'avis qu'il convient de respecter cette condition du périmètre pour ces entrées et sorties mixtes.

Pourquoi une exception à l'interdiction de fumer est-elle prévue pour les résidences-services? Est-ce parce qu'il s'agit d'un lieu de vie? La membre fait observer que c'est également le cas des maisons de repos et de soins;

om de volksgezondheid te beschermen. Het wetsontwerp voorziet dat het rookverbod niet van toepassing is wanneer een festival meerdere dagen duurt. De spreker stelt vast dat het wetsontwerp niet coherent is, waarom wordt een onderscheid gemaakt naargelang van de duur van een festival? Wat is de strategie die de minister volgt om de volksgezondheid te bevorderen, de minderjarigen en de niet-rokers te beschermen en het roken te denormaliseren?

Mevrouw Fonck gaat in op de ingestelde perimeter van 10 meter. De spreker stelt vast dat het rookverbod in publieke plaatsen als gevolg heeft dat rokers zich aan de ingang ervan verzamelen en daar roken, waardoor de bescherming van de niet-rokers wordt verminderd en de denormalisering van het roken wordt verminderd. Op deze manier wordt het rookverbod omzeild. In de memorie van toelichting verwijst de minister naar passanten, maar in het wetsontwerp zelf wordt over hen niet meer gerept. De spreker wijst op de onduidelijkheid van het wetsontwerp waardoor de bepalingen omzeild kunnen worden.

Artikel 6 stelt een perimeter in aan de ingang en de uitgang van publiek toegankelijke plaatsen. De Koning kan bijkomende voorwaarden bepalen waaraan de signalisatie van het rookverbod binnen een straal van 10 meter van een ingang of een uitgang dient te beantwoorden. De minister legt de verantwoordelijkheid bij de exploitanten, die zich maar moeten behelpen en naderhand gesanctioneerd kunnen worden omdat ze de signalisatie van de perimeter niet duidelijk genoeg aanbrachten. Dit is wel heel gemakkelijk! En wat met voorbijgangers? Behoort dat ook tot de bevoegdheid van de uitbaters? De spreker klaagt de onduidelijkheid van dit artikel aan. De spreker dient hierover een amendement in.

Mevrouw Fonck gaat in op de in het wetsontwerp niet-voorzien in- en uitgangen. Het gaat met name om gemengde in- en uitgangen waarvoor er een probleem van coherentie kan zijn met de ingangen die wel voorzien worden in het wetsontwerp. De ingestelde perimeter is niet van toepassing op de assistentiewoningen maar wel op rust- en verzorgingstehuizen. Er zijn vaak gemengde in- en uitgangen bij assistentiewoningen en een rust- of verzorgingstehuizen. Wat wordt het in dit geval? Geldt de perimeter of niet? De spreker is van mening dat de perimeter bij deze gemengde in- en uitgangen dient gerespecteerd te worden.

Waarom is er een uitzondering op het rookverbod voor assistentiewoningen? Omdat het een plaats is waar men leeft? Maar dat geldt ook voor de rust- en verzorgingstehuizen, waar de inwoners ook hun domicilie

les résidents y sont aussi domiciliés. L'intervenante ne comprend pas l'exception prévue et demande au ministre d'éclaircir la problématique des entrées mixtes.

En vertu de l'article 8 de la loi du 22 décembre 2009, les dispositions du chapitre relatif à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public ne peuvent être modifiées qu'après obtention de l'avis du Conseil supérieur de la santé (CSS). Or, l'article 11 du projet de loi abroge cet article 8. Le ministre met ainsi les avis scientifiques du CSS hors jeu, alors que la politique en matière de soins de santé n'est déjà trop souvent pas fondée sur des preuves scientifiques. Pourtant, le ministre reproche souvent aux acteurs des soins de santé de ne pas adopter une approche fondée sur des preuves. Pour Mme Fonck, il est essentiel de maintenir l'obligation de recueillir un avis scientifique. L'intervenante appelle les partis de la majorité à souscrire à l'amendement qu'elle a présenté à cet égard.

Au cours de la présente législature, Mme Fonck a déjà souvent interrogé le ministre quant aux progrès supplémentaires à accomplir pour aider les fumeurs à arrêter de fumer. Elle songe entre autres au remboursement d'un certain nombre de traitements et à l'accès à un tabacologue. Dans les projets de loi déposés, l'intervenante ne note aucun progrès en vue d'aider les personnes qui le souhaitent à arrêter de fumer. Il est vrai que la cigarette électronique peut permettre à certains fumeurs de se libérer de leur dépendance au tabac, mais cela ne suffit pas. Face à la politique défailante des autorités en matière de sevrage tabagique, l'intervenante demande au ministre de miser sur différents instruments pour aider les fumeurs à arrêter de fumer. Un fumeur qui arrête de fumer peut, après plusieurs années, récupérer partiellement, sur le plan cardiovasculaire et respiratoire, ce qu'il a perdu en fumant. Pour l'intervenante, le projet de loi à l'examen et le précédent projet de loi ne réalisent pas suffisamment d'avancées en ce qui concerne le sevrage tabagique. Les acteurs de terrain soulignent que des efforts supplémentaires devraient être fournis en la matière.

Mme Sophie Rohonyi (DéFI) reconnaît que le projet de loi est un pas dans la bonne direction. Il convient d'interdire la cigarette dans un maximum de lieux publics afin de tendre vers une génération sans tabac. L'intervenante souligne que contrairement à ce qu'a indiqué l'un des intervenants précédents, il est important de s'adresser également aux adultes.

Le ministre peut-il préciser comment s'est déroulée l'élaboration du projet de loi? Quels acteurs a-t-il rencontrés? Quels sont les obstacles qu'il a pu identifier? A-t-il été confronté à des écueils qui ont nécessité des

hebben. De spreekster begrijpt de uitzondering niet en verzoekt de minister de problematiek van gemengde ingangen uit te klaren.

Artikel 8 van de wet van 22 december 2009 stelt dat de wijzigingen en bepalingen aan het hoofdstuk over rookvrije gesloten plaatsen toegankelijk voor het publiek enkel kunnen worden doorgevoerd na eerst het advies van de HGR te hebben ingewonnen. Maar via artikel 11 van het wetsontwerp wordt dat artikel 8 opgeheven. De minister zet in de toekomst de wetenschappelijke adviezen van de HGR buitenspel, terwijl we op het vlak van volksgezondheid reeds al te vaak niet te maken hebben met evidencebased beleid. De minister verwijt nochtans vaak de actoren in de gezondheidszorg niet evidencebased te werken. Mevrouw Fonck vindt het uitermate belangrijk de verplichting tot het vragen van wetenschappelijk advies te behouden. De spreekster roept de partijen van de meerderheid op haar hierover ingediende amendement te steunen.

Mevrouw Fonck heeft gedurende deze legislatuur de minister al vaak bevraagd over de extra vooruitgang die moet worden geboekt over de noodzakelijke steun voor rokers om te stoppen met roken. Het betreft onder meer terugbetalingen van een aantal behandelingen en de toegang tot een tabacoloog. De spreekster merkt in de voorgelegde wetsontwerpen geen vooruitgang om de mensen te steunen die met roken willen stoppen. De e-sigaret kan voor een aantal rokers een uitweg bieden uit hun tabaksverslaving. In het licht van het gebrekkige beleid om rokers te helpen stoppen met roken, roept de spreekster de minister op in te zetten op meerdere wapens om mensen te laten stoppen met roken. Een roker die stopt met roken kan na een aantal jaren op cardiovasculair vlak en op het vlak van ademhaling deels recupereren wat door het roken verloren ging. De spreekster vindt dat de minister in het voorliggende en het voorgaande wetsontwerp niet genoeg vooruitgang boekt wat het stoppen met roken betreft. Het terrein merkt op dat er nog winst moet worden behaald.

Mevrouw Sophie Rohonyi (DéFI) erkent dat het wetsontwerp een stap in de goede richting is. Zoveel mogelijk publieke plaatsen moeten rookvrij worden gemaakt om de doelstelling van de rookvrije generatie in de toekomst te bereiken. In tegenstelling tot wat een collega eerder stelde, is het hierbij ook belangrijk om zich te richten op volwassenen.

Kan de minister toelichten hoe de uitwerking van het wetsontwerp is verlopen? Welke actoren heeft de minister ontmoet? Welke obstakels werden geïdentificeerd? Waren er struikelblokken die ertoe geleid hebben

compromis? Lors du débat en commission au sujet de la mise en place du Plan alcool, l'intervenante a relevé de nombreuses lacunes manifestes. Lorsqu'elle a interrogé le ministre sur l'influence du lobby de l'alcool, elle n'a pas reçu de réponse à ses questions. L'intervenante espère que le lobby du tabac n'a aucunement été impliqué dans la genèse du projet de loi à l'examen.

Mme Rohonyi aborde ensuite le volet des parcs d'attractions. L'exposé des motifs indique que les foires ne sont pas incluses dans la définition de "parcs d'attractions", "car l'interdiction de fumer ne s'appliquera que dans les parcs d'attractions centralisés et immobiles." Le ministre indique un peu plus loin que l'interdiction de fumer ne sera pas non plus applicable dans les "autres parcs qui travaillent avec des animaux", comme, par exemple, les cirques. Une exception qui surprend l'intervenante. En effet, tous ces lieux accueillent de nombreux enfants. Pourquoi seuls les parcs centralisés et immobiles sont-ils visés? Quels sont les arguments justifiant les exceptions autorisées?

La multitude de questions concernant l'interdiction de fumer aux entrées et sorties des établissements de santé et d'enseignement montre qu'une clarification est encore nécessaire. L'interdiction de fumer aux entrées et sorties des bâtiments universitaires s'appliquera-t-elle uniquement aux entrées des salles de cours, des bibliothèques, etc. Ou s'appliquera-t-elle aux campus dans leur ensemble?

Concernant l'interdiction de fumer dans les écoles, l'intervenante se joint à M. Bacquelaine. Le périmètre ne devrait pas être délimité à partir de l'entrée des établissements scolaires, mais dès l'entrée de la cour de récréation.

Pourquoi le périmètre a-t-il été fixé à dix mètres? Sur la base de quels éléments cette décision a-t-elle été prise?

L'intervenante suit attentivement la question des prisons et des établissements psychiatriques. Chacun sait que le tabagisme est très élevé dans les prisons et que les détenus sont majoritairement issus des milieux défavorisés. En outre, pour de nombreux détenus, fumer est un moyen de gérer l'isolement, l'ennui et l'anxiété. Il n'est donc pas interdit de fumer dans les prisons. Mais *quid* des entrées et des sorties des prisons?

L'intervenante s'interroge également sur les raisons pour lesquelles les festivals de plusieurs jours bénéficieront d'une exception. Chacun sait en effet que ces festivals sont fréquentés par un grand nombre de mineurs et que des foules compactes se forment souvent lors de

dat compromissen moesten worden gesloten? Tijdens het commissiedebat over de implementatie van het alcoholplan viel het de spreker op dat er een aantal opvallende hiaten waren. Toen de spreker de minister bevroeg naar de invloed van de drankenlobby kreeg zij geen antwoorden op haar vragen. De spreker hoopt dat de tabakslobby geen inspraak heeft gehad bij de totstandkoming van het wetsontwerp dat ter bespreking voorligt.

Mevrouw Rohonyi gaat in op het hoofdstuk over de attractieparken. In de toelichting wordt gesteld dat kermissen niet onder de definitie van attractieparken vallen, "aangezien het rookverbod enkel zal gelden in attractieparken die gecentraliseerd en immobiel zijn". Wat verderop stelt de minister dat in de "andere parken die met dieren werken", zoals bijvoorbeeld circussen, ook geen rookverbod zal gelden. Dat verbaast de spreker. Al deze plaatsen worden immers druk bezocht door kinderen. Waarom worden enkele de gecentraliseerde en immobiele parken geëxcludeerd? Op welke argumenten zijn de toegestane uitzonderingen gebaseerd?

De veelheid aan vragen over het rookverbod aan in- en uitgangen van zorg- en onderwijsinstellingen toont aan dat er nog verduidelijking nodig is. Geldt het rookverbod aan de in- en uitgangen van universiteitsgebouwen enkel voor de toegangen tot aula's, bibliotheken enzovoort? Of gaat het om de toegang tot de campus in zijn geheel?

Met betrekking tot het rookverbod aan scholen sluit de spreker zich aan bij de heer Bacquelaine. De perimeter zou niet moeten beginnen aan de ingang van de schoolgebouwen, maar reeds aan de toegangspoort tot de speelplaats.

Waarom werd de perimeter vastgesteld op tien meter? Op basis van welke elementen werd dit beslist?

De spreker volgt het thema van de gevangenis en de psychiatrische instellingen nauw op. Men weet dat de tabaksconsumptie in de gevangenis zeer hoog ligt. Een groot deel van de gevangenisbevolking is kansarm. Daarnaast is roken voor veel gevangenis een manier om met isolement, verveling en angsten om te gaan. In de gevangenis geldt geen rookverbod. Hoe zit het echter met de in- en uitgang van de gevangenis?

Voorts vraagt de spreker waarom er een uitzondering is gemaakt voor de meerdaagse festivals. Men weet dat deze bezocht worden door grote aantallen minderjarigen. Vaak worden op deze festivals compacte menigtes gevormd. De kans op passief roken is daar

ces festivals. Le risque de tabagisme passif y est donc très élevé. Or, cette forme de tabagisme a un impact très négatif sur la santé.

Il est judicieux que l'accès aux fumeurs dans les établissements horeca ait été explicitement interdit aux mineurs. Mais pourquoi cette interdiction se limiterait-elle au secteur de de l'horeca? Les mineurs étant plus vulnérables que les adultes, ils ne devraient jamais être autorisés à pénétrer ni dans les fumeurs ni dans les zones fumeurs.

L'article 2 de la loi du 22 décembre 2009 définit le "tabagisme" comme étant "le fait de fumer du tabac, des produits à base de tabac ou des produits similaires". Que désignent exactement les mots "produits similaires"? Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine sont-elles visées? *Quid* des cigarettes électroniques non jetables?

B. Réponses du ministre

Le ministre estime que les questions posées soulignent les points à propos desquels il a été tenté d'établir des équilibres et de trouver des compromis dans le projet de loi, et ajoute que ces points pourraient être approfondis. Il répète ce qu'il a déjà déclaré lors de la discussion du projet de loi sur le tabac et l'alcool (DOC 55 3764/001): l'industrie du tabac doit impérativement disparaître. En effet, le principal modèle économique de cette industrie poursuit essentiellement une stratégie d'addiction et vise à en tirer profit.

Les personnes dépendantes n'ont plus la liberté de choisir de fumer ou non. Il est donc important que les mesures proposées visent également les adultes. Les adultes peuvent en effet choisir de commencer à fumer ou non mais dès qu'ils sont dépendants, leur liberté s'évanouit. Il est donc important de les protéger afin qu'ils puissent conserver leur liberté.

Pour qu'une politique anti-tabac soit efficace, il faut prévoir une panoplie de mesures, notamment en matière de prévention. Dans ce domaine, les entités fédérées disposent de moyens importants, mais le niveau fédéral utilise également les leviers dont il dispose. Par exemple, c'est le niveau fédéral qui a imposé l'interdiction d'exposition (*display ban*).

Lors de la recherche d'équilibres, la priorité a en effet été donnée à la protection des enfants et des jeunes. L'objectif est de limiter au maximum leurs contacts avec le tabagisme et avec les fumeurs.

dus erg groot. Dit heeft een zeer negatieve impact op de gezondheid.

Het is een goede zaak dat de toegang tot de rookkamers in de horeca uitdrukkelijk verboden wordt voor minderjarigen. Maar waarom blijft dit verbod beperkt tot de horecasector? Minderjarigen zijn kwetsbaarder dan volwassenen en zouden nooit toegelaten mogen worden tot rookkamers of -zones.

In artikel 2 van de wet van 22 december 2009 wordt "roken" gedefinieerd als "het roken van tabak, producten op basis van tabak of van soortgelijke producten". Wat valt precies onder die "gelijkaardige producten"? Vallen de elektronische wegwerpsigaretten zonder nicotine eronder? Hoe zit dat met niet-wegwerpbare elektronische sigaretten?

B. Antwoorden van de minister

De minister meent dat de gestelde vragen aantonen waar in het wetsontwerp evenwichten en compromissen zijn gezocht, en waar men nog een stap verder zou kunnen gaan. De minister herhaalt datgene wat hij ook gesteld heeft bij de bespreking van het wetsontwerp met betrekking tot tabak en alcohol (DOC 55 3764/001): het is duidelijk dat de tabaksindustrie geen toekomst mag hebben. Centraal in het businessmodel van deze industrie staat het verslaafd maken van mensen, om daar vervolgens winst uit te slaan.

Wie verslaafd is, heeft niet meer de vrijheid om te kiezen of hij al dan niet rookt. Daarom is het belangrijk dat de voorgestelde maatregelen ook zijn toegespitst op volwassenen. Volwassen mensen kunnen inderdaad kiezen of ze beginnen met roken. Maar wanneer ze eenmaal verslaafd zijn, is hun vrijheid weg. Het is dus belangrijk om mensen te beschermen, zodat ze hun vrijheid om te kiezen kunnen behouden.

Voor een succesvol antitabakbeleid is inderdaad een hele batterij aan maatregelen nodig, waaronder preventiemaatregelen. De deelstaten hebben hiertoe belangrijke instrumenten in handen, maar het federaal niveau benut de hefboomen die het heeft ook. Zo wordt vanuit het federaal niveau bijvoorbeeld het uitstalverbod (*display ban*) opgelegd.

Bij de zoektocht naar evenwichten werd inderdaad de prioriteit gegeven aan de bescherming van kinderen en jongeren. De bedoeling is dat zij minimaal in aanraking komen met roken en rokers.

Selon le ministre, il faudra certainement aller plus encore loin après l'adoption de ce projet de loi. Selon lui, la prochaine étape logique serait l'interdiction pure et simple de fumer sur les terrasses des établissements de restauration. Il conviendra toutefois, pour cela, de trouver une majorité politique. La stratégie anti-tabac est progressive et il faut trouver le soutien requis à chacune de ses étapes.

Le ministre soutient l'idée de Mme Liekens. Selon elle, il faudra mettre en place une interdiction générale de fumer, sauf dans un nombre limité de circonstances.

Le ministre est en mesure de rassurer les membres en ce qui concerne la portée du projet de loi. Le projet à l'examen couvre également toutes les formes de vapotage car le vapotage relève de la catégorie des "produits similaires". Des mesures distinctes devront par ailleurs être prises en ce qui concerne la vente et la publicité des cigarettes électroniques et des cigarettes électroniques jetables. Le ministre souhaite interdire ces dernières et a déjà demandé à la Commission européenne si la Belgique pouvait les interdire.

Le gouvernement n'étant pas parvenu à un accord sur l'interdiction de fumer sur les terrasses des établissements de restauration, cette interdiction ne sera pas non plus imposée aux terrasses situées à proximité des infrastructures sportives. Il s'agit cependant de terrasses ouvertes. L'interdiction de fumer s'appliquera en revanche aux terrasses fermées par des murs et un plafond. Les spectateurs qui assisteront à une compétition sportive depuis une terrasse ouverte pourront effectivement fumer.

L'interdiction de fumer s'appliquera cependant aux terrasses des parcs zoologiques, des parcs d'attractions, des terrains de jeux, etc., où se trouvent en effet généralement de nombreux enfants.

Le gouvernement a également recherché un équilibre pour les festivals de musique. Le gouvernement est parti du principe que l'interdiction de fumer sur les terrains de sport vise une infrastructure et non une activité. Des activités non sportives ont également lieu dans ces infrastructures, par exemple des concerts et des festivals d'un jour. Pour que la règle soit simple, l'interdiction de fumer s'appliquera également à ces autres activités dans ces infrastructures sportives.

Les festivals de musique de plusieurs jours bénéficieront d'une exception. Le gouvernement n'a pas l'intention, à ce stade, d'interdire de fumer lors des festivals ou des concerts en plein air. L'interdiction susmentionnée s'appliquera, comme indiqué précédemment, aux infrastructures sportives.

Voor de minister moeten er na de goedkeuring van dit wetsontwerp zeker nog verdere stappen worden genomen. Een volledig rookverbod op horecaterrassen lijkt hem een volgende logische stap. Hiertoe zal wel een politieke meerderheid moeten worden gevonden. De antitabakstrategie heeft de vorm van een stappenplan en bij elke nieuwe stap moet een draagvlak worden gevonden.

De minister is het idee van mevrouw Liekens genegen. Zij stelde dat men tot een situatie zou moeten komen waarin roken in het algemeen verboden is, behalve in een beperkt aantal omstandigheden.

De minister kan de leden geruststellen voor wat de scope van het wetsontwerp betreft. Het wetsontwerp gaat ook over alle vormen van vaperen. Vaperen valt onder die zogenaamde "soortgelijke producten". Daarnaast moeten er ook aparte acties worden genomen met betrekking tot de verkoop en publiciteit voor e-sigaretten en wegwerpbare e-sigaretten. De minister wenst de wegwerpbare e-sigaretten te verbieden. De minister heeft reeds aan de Europese Commissie gevraagd of België dit verkoopverbod mag invoeren.

Er is vandaag binnen de regering geen akkoord over een rookverbod op horecaterrassen. Daarom wordt dit verbod ook niet opgelegd voor terrassen die gelegen zijn aan een sportinfrastructuur. Het gaat hier wel om open terrassen. Wanneer een terras afgesloten is door wanden en een plafond, geldt het rookverbod. Op een open terras aan een sportinfrastructuur zal men inderdaad al rokende naar een sportwedstrijd kunnen kijken.

Op terrassen in dierenparken, attractieparken, speelreinen enzovoort geldt het rookverbod wel. Dit zijn plaatsen waar doorgaans zeer veel kinderen aanwezig zijn.

Ook met betrekking tot de muziekfestivals is er naar een evenwicht gezocht. De regering is er van uitgegaan dat het rookverbod op sportterreinen betrekking heeft op een infrastructuur, niet op een activiteit. Op die infrastructuur gebeuren ook andere activiteiten dan sportwedstrijden, zoals concerten en eendaagse festivals. Om de regeling eenvoudig te houden, geldt het rookverbod ook tijdens die andere activiteiten op de sportinfrastructuur.

Er wordt een uitzondering gemaakt voor meerdaagse muziekfestivals. De regering heeft op dit moment niet de intentie om roken te verbieden op eender welk festival of concert in de openlucht. Het hoger vernoemde verbod geldt, zoals reeds gesteld, voor de sportinfrastructuur.

En revanche, une tolérance est prévue pour les festivals de musique de plusieurs jours lors desquels des infrastructures sportives où les visiteurs peuvent passer la nuit sont parfois utilisées. Cette tolérance sera bien sûr limitée. Même lors des festivals de plusieurs jours, il sera interdit de fumer dans les espaces clos ou dans les espaces que les auteurs ont défini comme tels, par exemple dans les tentes.

Il est vrai que les mesures applicables aux domaines provinciaux pourraient aller plus loin. Mais il est également vrai que leurs aires de jeu sont aisément délimitables.

Le périmètre a été fixé à dix mètres à l'issue d'un compromis, comme toutes les autres règles du projet de loi. La mention des "passants" dans l'exposé des motifs a été prévue à la demande des libéraux du gouvernement. Il n'est pas prévu, dans le cadre de l'application de cette règle, de contrôler les passants qui passeront devant un établissement de santé ou d'enseignement, ou devant une bibliothèque.

En ce qui concerne les entrées des établissements d'enseignement, une distinction a été opérée. Au cours de cette étape de la stratégie antitabac, le gouvernement ne souhaite pas viser les établissements principalement fréquentés par des adultes, ni ceux où la formation ne représente qu'une partie des activités de l'établissement. L'interdiction de fumer s'appliquera aux entrées et sorties des établissements dont l'activité principale consiste à dispenser un enseignement, y compris des établissements d'enseignement supérieur.

En réponse à la question de savoir pourquoi un périmètre n'a pas été pas établi pour d'autres bâtiments tels que les cinémas, le ministre indique qu'un périmètre pourrait être établi ultérieurement. Les bibliothèques publiques sont en revanche visées par le projet de loi à l'examen. Ces bâtiments sont souvent fréquentés par des enfants. Les bibliothèques sont en outre souvent situées à proximité des écoles.

La question des mouvements de jeunesse a effectivement été longuement débattue. Les services du ministre ont réalisé une analyse. Les organisations faitières des mouvements de jeunesse ont été interrogées et il est ressorti de cette analyse que les mouvements de jeunesse mènent déjà des actions de sensibilisation et que des règles fondées sur la confiance sont établies entre les moniteurs et les membres. Les organisations faitières n'étaient pas favorables à l'inscription d'une interdiction formelle de fumer dans la loi, estimant que cela inciterait les jeunes à fumer en cachette.

Maar bij meerdaagse muziekfestivals die soms gebruikmaken van sportinfrastructuur en waarop de bezoekers kunnen overnachten, wordt een tolerantie ingebouwd. Die tolerantie heeft weliswaar haar grenzen. Ook op een meerdaags festival mag men niet roken in een gesloten ruimte of in een ruimte die te definiëren is als een gesloten ruimte, zoals een tent.

Het is waar dat de maatregelen voor de provinciale domeinen nog een stap verder zouden kunnen gaan. Maar het is ook waar dat je de speelzones op de provinciale domeinen vrij gemakkelijk kan afbakenen.

De perimeter van tien meter is het resultaat van een compromis, net als alle andere regels in het wetsontwerp. De vermelding van de "passanten" in de memorie van toelichting is er gekomen op vraag van de MR-regeringsleden. Bij de handhaving is het niet de bedoeling om voorbijgangers die langs een zorg- of onderwijsinstelling of een bibliotheek wandelen te controleren.

Met betrekking tot de ingangen van onderwijsinstellingen is er een onderscheid gemaakt. De regering wenst in deze fase van de antitabakstrategie geen instellingen te viseren waar voornamelijk volwassenen komen of waar de vormingsactiviteit maar een deel van de activiteiten van de instelling uitmaakt. Het rookverbod geldt voor de in- en uitgangen van instellingen die hoofdzakelijk onderwijs aanbieden, tot en met de instellingen voor hoger onderwijs.

Er werd gevraagd waarom er geen perimeter wordt vastgesteld voor andere gebouwen, zoals bioscopen. Dit zal misschien in een volgende fase mogelijk zijn. De openbare bibliotheken zijn wel opgenomen in het voorliggende wetsontwerp. Deze gebouwen worden vaak bezocht door kinderen. Bibliotheken zijn ook vaak gelegen in de buurt van scholen.

Er zijn inderdaad heel wat discussies geweest over de jeugdbewegingen. De diensten van de minister hebben een analyse gemaakt. De koepels van de jeugdbewegingen werden bevraagd. Uit de analyse bleek dat de jeugdbewegingen reeds aan sensibilisering doen en dat er regels worden opgesteld tussen de monitoren en de leden, die gebaseerd zijn op vertrouwen. De koepels waren geen voorstander van een formeel rookverbod in de wet, omdat de jongeren dan in het geniep zouden gaan roken.

Lors des camps, les moniteurs et les responsables – adultes – doivent en outre continuer à pouvoir fumer lorsque les enfants dorment. C'est pourquoi il a été décidé, à ce stade des travaux, de ne pas encore viser les mouvements de jeunesse.

Le ministre convient qu'il importe de contrôler le respect de cette interdiction. En règle générale, les services d'inspection ne sanctionnent pas immédiatement. En effet, les services d'inspection ont également un rôle de sensibilisation et d'information. Lors de l'introduction d'une nouvelle loi, les services d'inspection doivent pouvoir adopter un rôle d'accompagnement.

Des concertations sur le projet de loi à l'examen ont été menées avec des acteurs de la société civile, notamment l'Alliance pour une société sans tabac, la Génération sans tabac et la Fondation contre le cancer. Des concertations ont également eu lieu avec les associations faïtières des villes et communes des trois Régions. Les administrations régionales en charge du sport ont également été consultées. Une concertation a également eu lieu avec Bruxelles Environnement, qui prévoit déjà des panneaux d'interdiction dans les aires de jeux de Bruxelles.

Une analyse documentaire a également été réalisée, ainsi qu'une analyse juridique comparative en vue d'observer les mesures mises en place par d'autres pays en ce qui concerne l'interdiction de fumer à l'extérieur.

Ce travail a abouti à une note qui a été soumise au groupe de travail Tabac.

L'avis des fédérations hospitalières n'a pas été demandé. Les hôpitaux ont toutefois informé le ministre que certains hôpitaux ont investi dans des zones fumeurs situées à l'extérieur de l'hôpital et que ces zones ont une incidence positive. C'est pourquoi une disposition relative aux établissements de soins figure dans le projet de loi à l'examen, une période transitoire étant prévue jusqu'en 2028.

Les fumeurs dans les établissements de restauration ne seront pas interdits pour l'instant. Il n'existe pas de consensus à ce sujet au sein du gouvernement.

Le plan tabac prévoit que l'interdiction de fumer sur les plages doit être débattue avec les bourgmestres des communes côtières. La consultation de ces bourgmestres a révélé que certains d'entre eux souhaitent une interdiction de fumer permanente sur les plages, et d'autres une interdiction limitée à certaines périodes. Plusieurs bourgmestres souhaitent que l'interdiction soit uniquement applicable à certaines parties des plages. D'autres encore sont opposés à toute interdiction de

Daarnaast moet het tijdens de kampen nog mogelijk zijn voor monitoren en leiders – volwassen personen – om te roken wanneer de kinderen slapen. Om deze redenen is er in deze fase van de werkzaamheden gekozen om de jeugdbewegingen nog niet te viseren.

De minister is het ermee eens dat handhaving belangrijk is. Het is wel een algemeen principe van de inspectiediensten dat zij niet meteen sanctioneren. De inspectiediensten hebben immers ook een sensibiliserende en informerende rol. Bij de introductie van een nieuwe wetgeving moet het mogelijk zijn dat de inspectiediensten eerder coachend optreden.

Overleg over het wetsontwerp is er geweest met actoren van het middenveld, waaronder de Alliantie voor een rookvrije samenleving, Generatie Rookvrij en de Stichting tegen Kanker. Daarnaast was er overleg met de koepelverenigingen van de steden en gemeenten in de drie gewesten. De regionale administraties bevoegd voor sport werden ook bevraagd. Er was ook overleg met Leefmilieu Brussel, dat in het Brusselse reeds verbodsborden voorziet op speelpleinen.

Er werd bovendien een literatuuranalyse uitgevoerd, alsook een vergelijkende juridische analyse om te zien wat er in andere landen is verwezenlijkt met betrekking tot het rookverbod in de openlucht.

Dit alles leverde een nota op die werd voorgelegd aan de werkgroep Tabak.

Er werd geen advies gevraagd aan de ziekenhuisfederaties. De ziekenhuizen hebben wel aan de minister laten weten dat sommige ziekenhuizen geïnvesteerd hebben in rookzones die buiten het ziekenhuis gelegen zijn, en dat dit een positieve impact heeft. Om die reden is er een bepaling over de zorginstellingen in het wetsontwerp opgenomen, met een overgangperiode tot 2028.

De rookkamers in de horeca worden op dit moment niet verboden. Daarover is geen consensus binnen de regering.

Het tabaksplan voorziet erin dat het rookverbod op stranden besproken moet worden met de burgemeesters van de kustgemeenten. Uit het overleg met de burgemeesters is gebleken dat sommige burgemeesters een permanent rookverbod op de stranden wensen, en andere een rookverbod tijdens bepaalde perioden. Nog andere burgemeesters wensen enkel een verbod op bepaalde delen van het strand. Sommige burgemeesters willen geen rookverbod. Uit de consultatie blijkt ook

fumer. Il ressort également de cette consultation qu'une interdiction de fumer est déjà en vigueur sur certaines plages, à savoir celles de Blankenberge et de Knokke-Heist. Il existe des zones non-fumeurs sur les plages situées à La Panne, Zeebrugge, Bredene, Ostende et De Haan. Le contrôle du respect de l'interdiction, réalisé par des acteurs locaux, se déroule bien.

Les plages ont été identifiées comme l'un des lieux où une interdiction de fumer sera introduite en priorité à l'avenir.

Le ministre apporte ensuite des précisions sur les lieux publics à l'entrée desquels aucune interdiction de fumer ne sera applicable. Les entrées qui mènent d'abord à un lieu public non mentionné à l'article 3/2, § 1^{er}, ne seront pas concernées par l'interdiction de fumer. L'interdiction de fumer sera uniquement applicable aux entrées qui mènent directement à un centre de soins ou à un hôpital, et non à celles qui mènent en premier lieu à des résidences-services. Ces dernières ne sont pas considérées comme des lieux accessibles au public. Le ministre suppose que si un centre de soins et une résidence-services ont une entrée commune, une interdiction de fumer y sera applicable.

Les tabacologues relèvent de la compétence des entités fédérées. Toutefois, les services du ministre et les entités fédérées se sont concertés à leur sujet. Les services publics flamands ont confirmé l'existence d'une offre importante d'accompagnement au sevrage tabagique en Flandre. La quote-part dont doivent s'acquitter les personnes ayant droit à l'intervention majorée est plafonnée en l'espèce. Le tabacologue peut également choisir de ne pas réclamer le paiement de cette quote-part. Les autorités locales peuvent aussi intervenir. Des projets sont en cours de préparation à Bruxelles, mais ils doivent encore être validés.

Le niveau fédéral a également la possibilité de rembourser des thérapies. Certains moyens de sevrage tabagique, comme le *Zyban* et le *Bupropion*, font déjà l'objet d'un remboursement. La CRM a par ailleurs entamé la dernière phase de la procédure d'approbation d'un autre moyen de sevrage tabagique.

En ce qui concerne les établissements pénitentiaires et psychiatriques, le ministre indique que les cellules des prisons sont considérées comme des lieux privés. Il est donc permis d'y fumer. Une tolérance prévaut également dans les espaces extérieurs.

Il est possible de mettre en place des zones fumeurs dans les établissements psychiatriques. Pour le reste, il est interdit de fumer dans ces établissements.

dat sommige stranden reeds een rookverbod hebben, namelijk die van Blankenberge en Knokke-Heist. In De Panne, Zeebrugge, Bredene, Oostende en De Haan zijn er rookvrije zones op het strand. De controle van het verbod wordt uitgevoerd door lokale actoren en verloopt goed.

De stranden werden geïdentificeerd als een van de volgende prioritaire plaatsen waar een rookverbod zal worden ingesteld.

Voorts bespreekt de minister de ingangen waarvoor niet in een rookverbod wordt voorzien. De ingangen die eerst naar een publieke plaats leiden die niet genoemd wordt onder artikel 3/2 paragraaf 1, vallen niet onder het rookverbod. Enkel ingangen die rechtstreeks leiden naar een woonzorgcentrum of een ziekenhuis vallen onder het rookverbod, niet ingangen die eerst naar assistentiewoningen leiden. Assistentiewoningen worden niet beschouwd als publiek toegankelijke plaatsen. De minister vermoedt dat aan een gemeenschappelijke ingang van een woonzorgcentrum en een assistentiewoning het rookverbod geldt.

De tabacologen vallen onder de bevoegdheid van de deelstaten. De diensten van de minister hebben hierover wel gesproken met de deelstaten. De Vlaamse overheidsdiensten hebben bevestigd dat er in Vlaanderen een groot aanbod is rond rookstopbegeleiding. Voor mensen met een verhoogde tegemoetkoming bestaat er een maximale bijdrage voor rookstopbegeleiding. De tabacoloog kan ook kiezen om de bijdrage niet te vragen. Ook lokale besturen kunnen tussenkomen. In Brussel zijn ook plannen voorbereid, maar ze moeten nog worden gevalideerd.

Het federale niveau heeft ook de mogelijkheid om therapieën terug te betalen. Een aantal rookstopmiddelen, zoals *Zyban* en *Bupropion*, worden reeds terugbetaald. Een ander rookstopmiddel bevindt zich momenteel in de laatste fase van de goedkeuringsprocedure bij de CTG.

Met betrekking tot de gevangenen en psychiatrische instellingen kan de minister meegeven dat gevangencellen worden beschouwd als private plaatsen. Er mag dus gerookt worden in de cel. Ook in de buitenruimtes is er een tolerantie.

In de psychiatrische instellingen is het mogelijk om rookzones te installeren. Voor het overige is het verboden te roken in deze instellingen.

C. Répliques des membres et réponses complémentaires

Mme Mieke Claes (N-VA) fait observer que la recherche de compromis ne permet pas toujours d'aboutir à des mesures logiques. Le travail n'est pas terminé et la route est encore longue, mais l'intervenante apprécie les efforts visant à faire en sorte que les enfants et les jeunes soient le moins possible en contact avec le tabac. Elle espère que les mesures mises en place feront régulièrement l'objet d'évaluations et d'ajustements. De cette façon, la société continuera d'adhérer à ces mesures et les efforts pourront converger en faveur d'une génération sans tabac.

Mme Dominiek Snelpe (VB) croit pouvoir affirmer que tous les adultes qui fument ne sont pas atteints de dépendance. Son groupe préconise un accompagnement au sevrage plutôt qu'une politique visant à tout interdire.

L'intervenante craint que le contrôle du respect des mesures reste un point délicat à l'avenir. Le ministre souhaite miser principalement sur la prévention et la sensibilisation. Les services d'inspection n'infligeront pas immédiatement des sanctions. Le ministre a-t-il recueilli l'avis de la Ligue professionnelle de football? On observe en effet qu'il est difficile de faire appliquer l'interdiction de fumer dans les stades de football, alors qu'elle y est en vigueur depuis plusieurs années.

Le groupe VB s'abstiendra lors du vote. Les membres du VB jugent le projet de loi infantilisant vis-à-vis des adultes, mais ils peuvent comprendre l'esprit dans lequel il s'inscrit.

Le ministre indique que les bonnes pratiques des stades de football ont été abordées à plusieurs reprises lors des débats préparatoires.

Mme Catherine Fonck (Les Engagés) souscrit à l'observation du ministre concernant l'avenir de l'industrie du tabac. Elle ajoute que si les données scientifiques avaient été révélées plus tôt, la cigarette n'aurait même jamais pu être commercialisée. Aujourd'hui, nous devons lutter pour réduire le tabagisme, mais l'industrie du tabac a recours à des stratégies de marketing implacables et nuit fortement à la santé publique.

Le ministre renvoie aux compétences des entités fédérées en matière de prévention, mais pour ce qui est de la prévention relative au tabac et à l'alcool, les principaux leviers sont aux mains du fédéral. En effet, l'accessibilité du tabac, l'identification des lieux autorisés aux fumeurs, etc. sont des matières décidées au niveau

C. Replieken van de leden en bijkomende antwoorden

Mevrouw Mieke Claes (N-VA) merkt op dat de zoektocht naar compromissen niet altijd tot logische maatregelen heeft geleid. Het werk is nog niet af en de weg is nog lang, maar de spreker waardeert dat er gezocht is naar manieren om kinderen en jongeren zo weinig mogelijk in contact te brengen met roken. Zij hoopt dat de ingevoerde maatregelen regelmatig zullen worden geëvalueerd en bijgesteld. Op die manier zal het maatschappelijke draagvlak kunnen worden behouden en zal er toegewerkt kunnen worden naar een rookvrije generatie.

Mevrouw Dominiek Snelpe (VB) vermoedt dat niet elke volwassene die rookt verslaafd is. Haar fractie verkiest om mensen te begeleiden bij het stoppen met roken, eerder dan alles te verbieden.

De spreker vreest dat de handhaving van de maatregelen een heikel punt zal blijven. De minister wil vooral inzetten op preventie en sensibilisering. De inspectiediensten zullen niet meteen overgaan tot sanctionering. Heeft de minister het advies gevraagd van de Pro League? In de voetbalstadions, waar reeds enkele jaren een rookverbod geldt, ziet men immers dat het rookverbod moeilijk te handhaven is.

De VB-fractie zal zich onthouden bij de stemming. Enerzijds vinden de VB-leden het wetsontwerp betuttelend naar volwassenen, maar anderzijds kunnen zij de geest van het wetsontwerp wel begrijpen.

De minister geeft aan dat de goede praktijk van de voetbalstadions verschillende keren ter sprake is gekomen tijdens de voorbereidende debatten.

Mevrouw Catherine Fonck (Les Engagés) is het eens met de opmerking van de minister over de toekomst van de tabaksindustrie. Zij voegt eraan toe dat indien de wetenschappelijke gegevens vroeger bekend waren geweest, de sigaret zelfs nooit gecommmercialiseerd had kunnen worden. Vandaag moeten we vechten om het gebruik van tabak terug te dringen. De industrie heeft echter meedogenloze marketingstrategieën en brengt ernstige schade toe aan de volksgezondheid.

De minister verwijst naar de bevoegdheden van de deelstaten inzake preventie, maar wanneer het over tabaks- en alcoholpreventie gaat, heeft het federaal niveau de belangrijkste hefboomen in handen. Het federaal niveau beslist over de toegankelijkheid van tabak, over de plaatsen waar roken toegestaan is enzovoort.

fédéral. Le gouvernement fédéral doit par conséquent cesser de fuir ses responsabilités.

Il est manifeste que les mesures proposées dans le projet de loi résultent de compromis. Cependant, les compromis conclus entre les sept partis de la majorité n'amélioreront guère la politique en matière de santé publique. Pour des raisons financières, le ministre n'a pas saisi certaines opportunités. L'économie et la santé ont été mises en concurrence dans ce dossier. Ce constat est encore plus marquant quand on sait que les mesures proposées visent principalement à protéger les enfants et les jeunes. En effet, ceux-ci ne décident pas d'être exposés ou non au tabagisme.

Le ministre a conclu des compromis concernant les plages, les festivals, les mouvements de jeunesse, les abris et les cinémas. Autant de lieux pour lesquels l'interdiction de fumer semble évidente. L'intervenante songe par exemple aux projections spécifiquement destinées aux enfants. On y voit de longues files d'enfants accompagnés de quelques adultes en train de fumer.

Le ministre invoque dans certains cas l'argument de la faisabilité. L'interdiction de fumer ne serait pas réalisable sur le plan pratique pour les festivals qui s'étalent sur plusieurs jours, dès lors que des adultes peuvent y passer la nuit. Mais pourquoi ne pas y aménager des zones fumeurs?

L'intervenante comprend les arguments avancés par le ministre au sujet des mouvements de jeunesse. Elle présentera un amendement visant à clarifier qu'il est interdit de fumer en présence de mineurs lors d'activités organisées par des mouvements de jeunesse. Une interdiction similaire est déjà prévue à l'intérieur des véhicules.

Le ministre indique que certaines Régions ont déjà instauré une interdiction de fumer dans les abris sur les lignes de transport et que c'est pour cette raison qu'une interdiction de fumer n'est pas imposée par le niveau fédéral. L'intervenante n'est pas convaincue par cet argument. Elle renvoie une nouvelle fois à l'interdiction de fumer dans les voitures. Certaines Régions avaient déjà mis en œuvre cette interdiction et le niveau fédéral a ensuite décidé de la généraliser à l'ensemble du territoire belge.

Le boycott du Conseil supérieur de la Santé est maintenant explicitement prévu dans la loi. L'intervenante prend acte du fait que l'article 8 de la loi du 22 décembre 2009 n'a pas toujours été appliqué dans le passé, mais inscrire sa non-application explicitement dans la loi est encore autre chose. Si le ministre peut affirmer aujourd'hui qu'il

De federale regering moet dus ophouden haar verantwoordelijkheid van zich af te schuiven.

Het is duidelijk dat de in het wetsontwerp voorgestelde maatregelen het resultaat zijn van compromissen. Maar de compromissen tussen de zeven partijen van de meerderheid zullen niet veel goeds opleveren voor de volksgezondheid. Om redenen die te maken hebben met geld, heeft de minister kansen laten liggen. Economie en gezondheid worden hier tegenover elkaar geplaatst. Dat is des te frappanter als men bedenkt dat het hier voornamelijk gaat om maatregelen die dienen ter bescherming van kinderen en jongeren. Zij kunnen niet kiezen of ze al dan niet worden blootgesteld aan tabaksrook.

De minister heeft compromissen gesloten over de stranden, de festivals, de jeugdbewegingen, de schuilhuisjes en de bioscopen. Dit zijn allemaal plaatsen waar een rookverbod evident lijkt. De spreker denkt bijvoorbeeld aan filmvertoningen die specifiek gericht zijn op kinderen. Daar ziet men lange rijen kinderen, vergezeld van enkele volwassenen die roken.

Voor sommige gevallen haalt de minister het argument van de haalbaarheid aan. Een rookverbod op de meerdaagse festivals zou praktisch gezien niet haalbaar zijn omdat er volwassenen overnachten. Maar men kan daar toch rookzones creëren?

De spreker begrijpt de argumenten die de minister geeft met betrekking tot de jeugdbewegingen. Zij zal een amendement indienen om te verduidelijken dat het tijdens activiteiten van de jeugdbeweging verboden is om te roken in het bijzijn van minderjarigen. Een soortgelijk verbod geldt reeds in de wagen.

De minister geeft aan dat sommige regio's reeds een rookverbod in schuilhuisjes hebben ingesteld. Dat is de reden waarom er vanuit het federaal niveau geen rookverbod wordt opgelegd. Voor de spreker is dat geen goed argument. Zij verwijst nogmaals naar het rookverbod in de wagen. Sommige regio's hadden dit verbod reeds opgelegd, waarna het federaal niveau heeft beslist het verbod te veralgemenen naar het hele Belgische grondgebied.

Het boycotten van de Hoge Gezondheidsraad wordt nu uitdrukkelijk in de wet voorzien. De spreker neemt acte van het feit dat artikel 8 van de wet van 22 december 2009 in het verleden niet altijd werd toegepast. Maar het is nog een andere zaak om het niet-toepassen uitdrukkelijk in de wet te voorzien. De minister kan nu wel aangeven

a bel et bien demandé un avis au Conseil supérieur de la Santé, cela ne veut pas dire que les ministres qui lui succéderont feront de même à l'avenir.

Le ministre prétend également qu'il a dû attendre longtemps l'avis du Conseil supérieur de la Santé. L'intervenante retrace la chronologie des faits. Le gouvernement a demandé un avis au Conseil d'État en octobre 2023. L'avis du Conseil supérieur a été sollicité le 15 janvier 2024. Cette institution a rendu son avis le 7 février 2024. C'est donc le ministre qui a traîné, et non le Conseil supérieur de la Santé.

En conclusion de son intervention, Mme Fonck pose une question sur l'article 11 du projet de loi. Outre l'article 8, l'article 10/1 de la loi du 22 décembre 2009 est également abrogé. L'article 10/1 concerne les contrôles réalisés par l'AFSCA. Pourquoi est-il abrogé? Est-ce parce que l'ensemble des contrôles seront réalisés par les services d'inspection du SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement?

Le ministre répond qu'un protocole d'accord a été conclu entre l'AFSCA et les services d'inspection du SPF. L'ensemble des contrôles relatifs à l'interdiction de fumer dans des lieux publics, y compris les établissements horeca, seront réalisés par le SPF Santé publique.

Mme Catherine Fonck (Les Engagés) espère que les services d'inspection disposeront d'une capacité suffisante pour assurer ces contrôles.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article fixe le fondement constitutionnel de la compétence.

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Mme Catherine Fonck (Les Engagés) présente l'amendement n° 1 (DOC 55 3844/002) tendant à compléter le 19° proposé, au point d), par les mots "y compris la terrasse d'un espace de restauration rattachée à ce lieu".

dat hij wel een advies aan de Hoge Gezondheidsraad heeft gevraagd, maar dat wil niet zeggen dat een volgende minister dat in de toekomst ook zal doen.

De minister beweert ook dat hij lang heeft moeten wachten op het advies van de Hoge Gezondheidsraad. De spreker geeft een overzicht van de feiten: de regering heeft in oktober 2023 een advies gevraagd aan de Raad van State. Het advies aan de Hoge Gezondheidsraad werd op 15 januari 2024 gevraagd. Op 7 februari 2024 heeft de Hoge Gezondheidsraad zijn antwoord bezorgd. Het is dus de minister die heeft getreuzeld, niet de Hoge Gezondheidsraad.

Tot slot heeft mevrouw Fonck een vraag over artikel 11 van het wetsontwerp. Naast artikel 8 wordt ook artikel 10/1 van de wet van 22 december 2009 opgeheven. Artikel 10/1 heeft betrekking op de controles door het FAVV. Waarom wordt dit artikel opgeheven? Wordt het opgeheven omdat alle controles nu door de inspectiediensten van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu zullen worden uitgevoerd?

De minister legt uit dat er een protocolovereenkomst is afgesloten tussen het FAVV en de inspectiediensten van de FOD. Alle controles van het rookverbod in openbare plaatsen, met inbegrip van horecazaken, zullen door de FOD Volksgezondheid worden uitgevoerd.

Mevrouw Catherine Fonck (Les Engagés) hoopt dat de inspectiediensten voldoende capaciteit zullen hebben om de controles uit te voeren.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel bepaalt de constitutionele bevoegdheidsgrondslag.

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

Mevrouw Catherine Fonck (Les Engagés) dient amendement nr. 1 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt het onder d) voorgestelde punt 19° aan te vullen met de woorden "inclusief het terras van een cafetaria bij die plaats".

Selon l'intervenante, pour dénormaliser le tabagisme, il faut agir sur les terrasses des cafétérias des terrains de sport fréquentées par un grand nombre de mineurs et de jeunes et y interdire de fumer. Le Conseil supérieur de la Santé estime d'ailleurs que la terrasse d'une cafétéria près d'un terrain de sport ou d'un complexe sportif ne devrait pas être soumise à la réglementation applicable aux terrasses des cafés et des restaurants.

L'amendement n° 1 est rejeté par 12 voix.

L'article 2 non modifié est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

Art. 3 et 4

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Les articles 3 et 4 sont successivement adoptés par 10 voix et 2 abstentions.

Art. 5

Mme Catherine Fonck (*Les Engagés*) présente l'amendement n° 2 (DOC 55 3844/002) tendant à supprimer, dans l'article 3/1 proposé, les mots "sauf pendant les festivals de musique qui se déroulent pendant plusieurs jours consécutifs sur ces terrains".

L'amendement en question tend à rendre cet article conforme à l'avis du Conseil d'État et supprime l'exception relative aux festivals de plusieurs jours. Pour le surplus, l'auteure renvoie à la justification de l'amendement.

Mme Catherine Fonck (*Les Engagés*) présente l'amendement n° 3 (DOC 55 3844/002) tendant à compléter l'article 3/1 proposé par une disposition rédigée comme suit:

"6° les plages, du 1^{er} avril au 30 septembre."

L'auteure estime qu'il est nécessaire d'interdire de fumer sur les plages, particulièrement durant les périodes d'affluence. Les dates choisies correspondent à ces périodes de grosse affluence.

Mme Catherine Fonck (*Les Engagés*) présente l'amendement n° 9 (DOC 55 3844/002) tendant à compléter l'article 3/1 proposé par un 7° rédigé comme suit:

De indienster stelt dat, indien men roken wil de-normaliseren, actie dient te worden ondernomen op de terrassen van de cafetaria's van sportterreinen, waar veel minderjarigen en jongeren komen en er een rookverbod moet worden ingesteld. De Hoge Gezondheidsraad is eveneens van mening dat terrassen van cafetaria's bij sportterreinen of sportcomplexen niet zouden mogen vallen onder de regelgeving voor de terrassen van cafés en restaurants.

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 12 stemmen.

Het ongewijzigde artikel 2 wordt aangenomen met 10 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 3 en 4

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikelen 3 en 4 worden achtereenvolgens aangenomen met 10 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 5

Mevrouw Catherine Fonck (*Les Engagés*) dient amendement nr. 2 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 3/1 de woorden "uitgezonderd tijdens muziektfestivals die over meerdere opeenvolgende dagen lopen op die terreinen" weg te laten.

Het amendement strekt ertoe het artikel in overeenstemming te brengen met het advies van de Raad van State en schrapt de uitzondering voorzien voor meerdaagse festivals. Voor het overige verwijst de indienster naar de toelichting bij het amendement.

Mevrouw Catherine Fonck (*Les Engagés*) dient amendement nr. 3 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 3/1 aan te vullen met een bepaling, luidende:

"6° de stranden, van 1 april tot 30 september."

De indienster is van mening dat een rookverbod op de stranden noodzakelijk is, zeker tijdens drukke periodes. De gekozen data stemmen overeen met die van grote drukte.

Mevrouw Catherine Fonck (*Les Engagés*) dient amendement nr. 9 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 3/1 aan te vullen met een bepaling onder 7°, luidende:

“7° les abribus;”.

L'auteure estime que l'interdiction de fumer devrait être étendue aux abribus.

Le ministre explique que lors de la CIM Mobilité du 7 février 2023, un accord a été trouvé pour émettre un avis favorable à l'instauration d'une interdiction de fumer aux arrêts des transports en commun. Cet accord devait être soumis au ministre fédéral de la Santé publique. Une analyse juridique a révélé que certains abribus sont déjà soumis à l'interdiction de fumer en Flandre et à Bruxelles. L'interdiction étant déjà en vigueur dans deux Régions, il a été décidé de ne pas l'inscrire dans la loi du 22 décembre 2009.

Mme Catherine Fonck (Les Engagés) présente l'amendement n° 10 (DOC 55 3844/002) tendant à compléter l'article 3/1 proposé par un 8° rédigé comme suit:

“8° les lieux où se déroulent les activités des mouvements de jeunesse.”

L'auteure explique qu'en vue de dénormaliser le tabac, les activités des mouvements de jeunesse doivent pouvoir se dérouler dans un environnement non fumeur.

L'amendement n° 10 est retiré.

Mme Catherine Fonck (Les Engagés) présente ensuite l'amendement n° 12 (DOC 55 3844/002) tendant à compléter l'article 3/1 proposé par un 8°, rédigé comme suit:

“8° les lieux où se déroulent les activités des mouvements de jeunesse, en présence de mineurs;”.

L'amendement à l'examen vise à distinguer les activités des mouvements de jeunesse où seuls des moniteurs et animateurs majeurs sont présents, des activités où des mineurs sont également présents.

L'amendement n° 2 est rejeté par 10 voix contre 2.

L'amendement n° 3 est rejeté par 12 voix.

L'amendement n° 9 est rejeté par 9 voix contre une et 2 abstentions.

L'amendement n° 12 est rejeté par 10 voix contre 2.

L'article 5, non modifié, est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

“7° overdekte bushaltes;”.

De indienster is van mening dat het rookverbod zou moeten worden uitgebreid naar de overdekte bushaltes.

De minister legt uit dat tijdens de IMC Mobiliteit van 7 februari 2023 een akkoord werd bereikt om een gunstig advies uit te brengen voor een rookverbod bij de haltes van openbaar vervoer, dat zou worden voorgelegd aan de federale minister bevoegd voor Gezondheid. Uit een juridische analyse is gebleken dat in Vlaanderen en Brussel reeds een rookverbod geldt voor bepaalde bushokjes voorzien van een dak. Gezien het rookverbod reeds geldt in twee gewesten, is besloten om het verbod niet op te nemen in de wet van 22 december 2009.

Mevrouw Catherine Fonck (Les Engagés) dient amendement nr. 10 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 3/1 aan te vullen met een bepaling onder 8°, luidende:

“8° plaatsen waar activiteiten van jeugdbewegingen plaatsvinden.”

De indienster legt uit dat, om tabak te denormaliseren, de activiteiten van jeugdbewegingen in een rookvrije omgeving moeten kunnen plaatsvinden.

Amendement nr. 10 wordt ingetrokken.

Vervolgens dient *mevrouw Catherine Fonck (Les Engagés)* amendement nr. 12 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 3/1 aan te vullen met een bepaling onder 8°, luidende:

“8° plaatsen waar jeugdbewegingsactiviteiten in aanwezigheid van minderjarigen plaatsvinden;”.

Het amendement strekt ertoe een onderscheid te maken tussen jeugdbewegingsactiviteiten waarbij enkel volwassen monitoren en leiders aanwezig zijn, en activiteiten waarbij ook minderjarigen aanwezig zijn.

Amendement nr. 2 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2.

Amendement nr. 3 wordt verworpen met 12 stemmen.

Amendement nr. 9 wordt verworpen met 9 stemmen tegen één en 2 onthoudingen.

Amendement nr. 12 wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen.

Het ongewijzigde artikel 5 wordt aangenomen met 10 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 6

Mme Catherine Fonck (Les Engagés) présente l'amendement n° 4 (DOC 55 3844/002) tendant à remplacer l'article 3/2, § 3, proposé.

Pour éviter toute ambiguïté, l'amendement à l'examen prévoit que le Roi fixera les conditions auxquelles devra répondre la signalisation de l'interdiction de fumer.

M. Steven Creyelman en Mme Dominiek Sneppe (VB) présentent l'amendement n° 7 (DOC 55 3844/002) tendant à compléter l'article 3/2 proposé par un 7° rédigé comme suit:

"7° les lieux où des mineurs suivent des formations."

Les auteurs rappellent que les formations n'ont pas toujours lieu dans les écoles. Afin de protéger les mineurs, ils jugent dès lors logique d'étendre l'interdiction de fumer à ces lieux de formation.

Mme Catherine Fonck (Les Engagés) présente l'amendement n° 11 (DOC 55 3844/002), qui tend à compléter l'article 3/2 proposé par les 7° et 8° suivants:

"7° les cinémas;

8° les bâtiments culturels."

Cet amendement vise à mettre l'article proposé en conformité avec l'avis du Conseil supérieur de la Santé, qui préconise une interdiction de fumer dans un périmètre de 10 mètres autour des entrées des centres culturels et des cinémas.

L'amendement n° 4 est rejeté par 10 voix contre 3.

L'amendement n° 7 est rejeté par 11 voix contre 2.

L'amendement n° 11 est rejeté par 11 voix et 2 abstentions.

L'article 6 est adopté sans modification par 11 voix et 2 abstentions.

Art. 7

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Art. 6

Mevrouw Catherine Fonck (Les Engagés) dient amendement nr. 4 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 3/2 § 3 te vervangen.

Om elke dubbelzinnigheid te voorkomen, voorziet dit amendement erin dat de Koning de voorwaarden bepaalt waaraan de signalisatie van het rookverbod dient te beantwoorden.

De heer Steven Creyelman en mevrouw Dominiek Sneppe (VB) dienen amendement nr. 7 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 3/2 aan te vullen met een bepaling onder 7°, luidende:

"7° plaatsen waar minderjarigen opleidingen volgen."

De indieners wijzen erop dat opleidingen niet noodzakelijk steeds gegeven worden in scholen. Minderjarigen moeten ook beschermd worden op andere plaatsen waar zij opleidingen volgen. Het is dan ook logisch om deze plaatsen rookvrij te houden.

Mevrouw Catherine Fonck (Les Engagés) dient amendement nr. 11 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 3/2 aan te vullen met bepalingen onder 7° en 8°, luidende:

"7° bioscopen;

8° cultuurhuizen."

Dit amendement strekt ertoe het voorgestelde artikel in overeenstemming te brengen met het advies van de Hoge Gezondheidsraad, die pleit voor een rookverbod binnen de zogenaamde perimeter bij ingangen van cultuurhuizen en bioscopen.

Amendement nr. 4 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 3.

Amendement nr. 7 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 2.

Amendement nr. 11 wordt verworpen met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

Het ongewijzigde artikel 6 wordt aangenomen met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 7

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

L'article 7 est adopté à l'unanimité.

Art. 8

Mme Catherine Fonck (*Les Engagés*) présente l'amendement n° 5 (DOC 55 3844/002), qui tend à supprimer, dans la phrase proposée, les mots "Dans les établissements HORECA,".

L'auteure indique que le Conseil supérieur de la Santé a précisé que l'accès à l'ensemble des fumoirs et des zones fumeurs devrait être interdit aux mineurs, et donc pas seulement l'accès au fumoir des établissements horeca.

M. Steven Creyelman et Mme Dominiek Snelpe (VB) présentent l'amendement n° 8 (DOC 55 3844/002), qui tend à remplacer la phrase proposée par la phrase "L'accès aux zones fumeurs est interdit aux mineurs."

Les auteurs estiment que l'interdiction d'accès aux fumoirs ne doit pas se limiter aux fumoirs des établissements horeca.

L'amendement n° 5 est rejeté par 12 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 8 est rejeté par 12 voix contre 2.

L'article 8 est adopté sans modification par 12 voix et 2 abstentions.

Art. 9 et 10

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Les articles 9 et 10 sont successivement adoptés à l'unanimité.

Art. 11

Mme Catherine Fonck (*Les Engagés*) présente l'amendement n° 6 (DOC 55 3844/002), qui tend à supprimer cet article.

L'auteure ne juge pas opportun de supprimer l'obligation légale d'obtenir l'avis du Conseil supérieur de la Santé sur les projets de loi qui modifient les dispositions du chapitre relatif à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public.

Artikel 7 wordt eenparig aangenomen.

Art. 8

Mevrouw Catherine Fonck (*Les Engagés*) dient amendement nr. 5 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt de voorgestelde zin te vervangen door "De toegang tot de rookkamer is verboden voor minderjarigen."

De indienster verduidelijkt dat de Hoge Gezondheidsraad erop heeft gewezen dat de toegang tot alle rookkamers en rookzones zou moeten worden verboden voor minderjarigen, dus niet alleen de toegang tot de rookkamer in horeca-instellingen.

De heer Steven Creyelman en mevrouw Dominiek Snelpe (VB) dienen amendement nr. 8 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt de voorgestelde zin te vervangen door de zin "De toegang tot rookzones is verboden voor minderjarigen."

De indieners menen dat het verbod tot rookkamers niet beperkt mag blijven tot de horeca-instellingen.

Amendement nr. 5 wordt verworpen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Amendement nr. 8 wordt verworpen met 12 stemmen tegen 2.

Het ongewijzigde artikel 8 wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 9 en 10

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikelen 9 en 10 worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Art. 11

Mevrouw Catherine Fonck (*Les Engagés*) dient amendement nr. 6 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt het artikel weg te laten.

De indienster vindt de beoogde opheffing van de wettelijke verplichting om het advies van de Hoge Gezondheidsraad in te winnen over wetsontwerpen die de bepalingen wijzigen van het hoofdstuk over het rookverbod in publieke gesloten plaatsen niet raadzaam.

Le ministre estime qu'il est essentiel que la politique s'appuie sur des preuves scientifiques. À cet effet, il convient de recueillir des avis auprès des organisations compétentes. Les services du ministre ont toutefois fait savoir que l'article 8 de la loi du 22 décembre 2009, abrogé par l'article 11, n'avait pas été appliqué au cours des dernières années. L'avis du Conseil supérieur de la Santé n'a certainement pas été demandé pour chaque modification de la législation relative au tabac. Si l'article 8 de la loi du 22 décembre 2009 devait être maintenu, même les amendements présentés par Mme Fonck devraient être soumis au Conseil supérieur de la Santé.

L'amendement n° 6 est retiré.

Mme Catherine Fonck (*Les Engagés*) présente ensuite l'amendement n° 13 (DOC 55 3844/002), qui tend à conserver le renvoi à l'avis du Conseil supérieur de la Santé.

L'amendement n° 13 est rejeté par 13 voix contre une.

L'article 11 est adopté sans modification par 12 voix contre 2.

Art. 12

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

L'article 12 est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été corrigé sur le plan légistique, est adopté, par vote nominatif, par 12 voix et 2 abstentions.

Résultat du vote nominatif:

Ont voté pour:

N-VA: Frieda Gijbels;

Ecolo-Groen: Laurence Hennuy, Kathleen Pisman;

PS: Patrick Prévot, Leslie Leoni, Laurence Zanchetta;

MR: Daniel Bacquelaine, Caroline Taquin;

cd&v: Nawal Farih;

De minister meent dat het essentieel is dat het beleid op wetenschappelijke bewijzen is gebaseerd. Daartoe is het nodig om adviezen in te winnen bij competente organisaties. De diensten van de minister hebben echter laten weten dat artikel 8 van de wet van 22 december 2009, dat opgeheven wordt door artikel 11, de afgelopen jaren niet werd toegepast. Het is zeker niet het geval dat voor elke wijziging aan de tabakswetgeving het advies van de Hoge Gezondheidsraad werd gevraagd. Indien artikel 8 van de wet van 22 december 2009 wel zou worden behouden, zouden zelfs de amendementen die mevrouw Fonck indient voorgelegd moeten worden aan de Hoge Gezondheidsraad.

Amendement nr. 6 wordt ingetrokken.

Vervolgens dient mevrouw Catherine Fonck (*Les Engagés*) amendement nr. 13 (DOC 55 3844/002) in, dat ertoe strekt de verwijzing naar het advies van de Hoge Gezondheidsraad te behouden.

Amendement nr. 13 wordt verworpen met 13 stemmen tegen één.

Het ongewijzigde artikel 11 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 2.

Art. 12

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 12 wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

*
* *

Het gehele wetgevingstechnisch verbeterde wetsontwerp wordt bij naamstemming aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Het resultaat van de naamstemming is als volgt:

Hebben voorgestemd:

N-VA: Frieda Gijbels;

Ecolo-Groen: Laurence Hennuy, Kathleen Pisman;

PS: Patrick Prévot, Leslie Leoni, Laurence Zanchetta;

MR: Daniel Bacquelaine, Caroline Taquin;

cd&v: Nawal Farih;

PVDA-PTB: Roberto D'Amico;

Open Vld: Robby De Caluwé;

Vooruit: Karin Jiroflée.

Ont voté contre:

Nihil.

Se sont abstenus:

VB: Steven Creyelman, Dominiek Sneppe.

La rapporteure,

Karin Jiroflée

Le président,

Roberto D'Amico

PVDA-PTB: Roberto D'Amico;

Open Vld: Robby De Caluwé;

Vooruit: Karin Jiroflée.

Hebben tegengestemd:

Nihil.

Hebben zich onthouden:

VB: Steven Creyelman, Dominiek Sneppe.

De rapportrice,

Karin Jiroflée

De voorzitter,

Roberto D'Amico